

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL **DU JEUDI 11 JUIN 2020**

1 - Séance du Conseil Municipal du 12 février 2020 : Approbation du Procès-Verbal

Sur le rapport de Monsieur Michel VEUNAC : Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du 12 février 2020.

ADOpte

MM ESTERLE ET LOUSTAU-LASPLACES NE PARTICIPENT PAS AU VOTE

Mme MIMIAGUE, M. BOISSIER, Mme PRADIER,
M. AMIGORENA, Mme MOTSCH, Mme HONTAS

VOTENT CONTRE

2) Remplacement de deux postes de Conseillers Municipaux :

- a) **Accueil et installation d'un nouveau Conseiller Municipal suite à l'élection d'un Adjoint au Maire au sein d'un autre Conseil Municipal**
- b) **Accueil et installation d'un nouveau conseiller municipal suite à la démission volontaire d'un Adjoint**

2-a) Accueil et installation d'un nouveau conseiller municipal suite à l'élection d'un Adjoint au Maire au sein d'un autre Conseil Municipal

Sur le rapport de Monsieur Michel VEUNAC : Monsieur Peio CLAVERIE, élu le 14 avril 2014, en qualité de Conseiller Municipal de la commune de Biarritz, a été élu par délibération du Conseil Municipal de Saint Martin d'Arrossa du 23 mai 2020, Conseiller Municipal auprès d'une autre commune.
Conformément aux règles édictées à l'article L 238 du code électoral, « *Nul ne peut être membre de plusieurs conseils municipaux. Toute personne qui s'est portée candidate et a été élue dans plusieurs circonscriptions électorales municipales le même jour, perd de plein droit ses mandats de conseiller municipal. Tout membre d'un conseil municipal élu postérieurement conseiller dans une autre circonscription électorale municipale cesse d'appartenir au premier conseil municipal.* »

Conformément à ce texte, Monsieur Claverie a cessé d'appartenir à notre conseil municipal le 23 mai dernier.

Dès lors, en application des règles édictées à l'article L270 du code électoral, et compte tenu du résultat des élections qui se sont déroulées le 30 mars 2014, Monsieur Jean ESTERLE, a été appelé à remplacer Monsieur Peio CLAVERIE, Monsieur Pierre ALDAMA et Madame Martine VALS ayant décliné la demande de remplacement.

En conséquence, Monsieur Jean ESTERLE, a été installé dans ses fonctions de conseiller municipal.

Le tableau du Conseil Municipal a été mis à jour en conséquence.

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de cette modification.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

2-b) Accueil et installation d'un nouveau Conseiller Municipal suite à la démission volontaire d'un Adjoint

Sur le rapport de Monsieur Michel VEUNAC : Madame Stéphanie RICORD, élue le 14 avril 2014, en qualité de Conseillère Municipale de la commune de Biarritz, a envoyé deux lettres de démission de son mandat d'Adjoint au Maire par courriers recommandés avec accusé de réception reçus en préfecture respectivement les 15 mars 2020 et 22 avril 2020.

Conformément à l'article L2122-15 du CGCT, cette démission devient définitive à compter de son acceptation par le Préfet, ou à défaut, à l'expiration du délai d'un mois après un nouvel envoi de la démission par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce nouvel envoi ayant été reçu en Préfecture le 22 avril 2020, la démission est désormais définitive depuis le 22 mai 2020.

Elle a par ailleurs présenté au Maire, par courrier avec accusé de réception en date du 26 mai 2020, sa démission volontaire de son mandat de Conseiller Municipal. Conformément à l'article L 2121-4 du CGCT, Monsieur le Maire a pris acte de sa démission du Mandat de Conseiller Municipal et en a informé le représentant de l'Etat dans le département.

Conformément aux règles édictées à l'article L 270 du code électoral, « le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit ».

En conséquence, compte tenu du résultat des élections qui se sont déroulées le 30 mars 2014, Monsieur Pier LOUSTAU-LASPLACES, a été appelé à remplacer Madame Stéphanie RICORD, Madame Valérie SUDAROVICH ayant décliné la demande de remplacement.

En application de l'article L 270 du Code électoral, Pier LOUSTAU-LASPLACES, a été installé dans ses fonctions de conseiller municipal.

Le tableau du conseil municipal a été mis à jour en conséquence.

Il a donc été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de cette modification.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

3) Rue du Golf – ZELAIA : Acquisition de terrain pour élargissement de la rue du Golf

Sur le rapport de Monsieur Patrick DESTIZON : Un permis de construire pour un programme immobilier a été accordé sur les parcelles AC n°42 et AC n°43 situées angle avenue du Golf et rue d'Alcèdo.

Afin d'améliorer la commodité et la sécurité du passage sur le trottoir très étroit le long de l'avenue du Golf au droit desdites parcelles, le nouveau propriétaire la SCI ZELAIA Saint Charles s'est engagé à céder à la commune pour l'euro symbolique les emprises nécessaires à la rectification et à l'élargissement dudit trottoir.

Le plan dressé par le géomètre-expert a déterminé la contenance à acquérir pour cet élargissement à savoir AC n°42p pour 15 m² et AC n°43p pour 18 m².

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal a été invité à :

- Accepter l'acquisition pour l'euro symbolique des emprises de 15 m² cadastrée AC n°42p et de 18 m² cadastrée AC n°43p situées à Biarritz avenue du Golf telles,
- Autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes et documents nécessaires à la concrétisation de la présente transaction.

ADOPTÉ

4) Halles de Biarritz – stalle de vente de fleurs fraîches et compositions florales : vente de fonds de commerce - application d'un régime dérogatoire

Sur le rapport de Monsieur Michel POUYEYS : L'article L2224-18-1 du Code Général des collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour un commerçant installé dans des halles et marchés, lorsqu'il souhaite vendre son fonds de commerce, de présenter au Maire son successeur, qui sera, en cas d'accord du Maire, subrogé dans les droits et obligations du commerçant, pour la durée restant à courir de l'autorisation dont disposait le commerçant initial.

Le commerçant doit être installé depuis une certaine durée dans les halles pour bénéficier de ce droit de présenter un successeur.

La durée est fixée par le Conseil municipal.

Le Conseil Municipal de la Ville de Biarritz a fixé cette durée à 3 ans par délibération du 22 décembre 2014.

L'une des commerçantes des halles qui ne remplit pas cette condition d'ancienneté minimum demande néanmoins à pouvoir vendre son fonds, en raison des difficultés financières qu'elle rencontre depuis son installation dans les halles au début de Juillet 2018.

Le chiffre d'affaires annuel réalisé par Mme Perrin depuis son installation s'est avéré très faible, et malgré tous ses efforts de diversification, il ne couvre pas les dépenses.

Elle a demandé à pouvoir bénéficier d'une dérogation et souhaité céder son fonds de commerce très rapidement, et en tout état de cause avant l'écoulement du délai d'ancienneté de 3 ans.

En raison de la situation particulière de cette commerçante, il a été proposé au Conseil Municipal d'autoriser cette dérogation.

ADOpte

5) Rapport sur l'égalité Hommes / Femmes 2018

Sur le rapport de Madame Ghislaine HAYE : L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe constitutionnel depuis 1946. Il a été rappelé dans l'article 1^{er} de la Constitution de 1958 ainsi que dans l'article 6 bis de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Ce principe a également été précisé dans la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique territoriale qui impose aux collectivités territoriales de présenter devant les comités techniques un rapport relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes (article 51).

La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ajoute, en son article 61, 2 nouveaux articles au code général des collectivités locales. Ces articles imposent aux collectivités de plus de 20 000 habitants de présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les politiques qu'elles mènent sur leur territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Celui-ci fait état de la politique des ressources humaines en matière d'égalité professionnelle et présente le suivi de la clause d'égalité dans les marchés publics.

En conséquence, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte des éléments présentés ci-dessous :

En ce qui concerne les marchés publics, la première démarche vise à exiger des candidats la production d'une déclaration sur l'honneur par laquelle l'entreprise s'engage à :

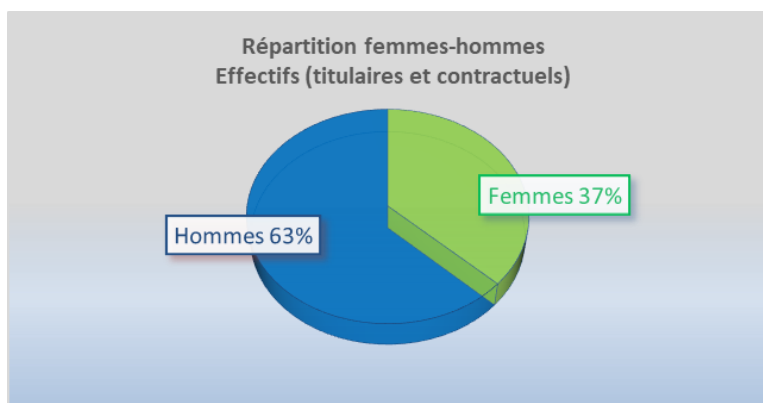
- ne pas avoir fait l'objet d'infractions mentionnées à l'article L146-1 du Code du travail
- avoir mis en œuvre, avoir réalisé ou engagé la régularisation en matière d'égalité hommes/femmes (art. L 2242-5 du Code du travail).

En ce qui concerne les ressources humaines, un rapport détaillé a été établi.

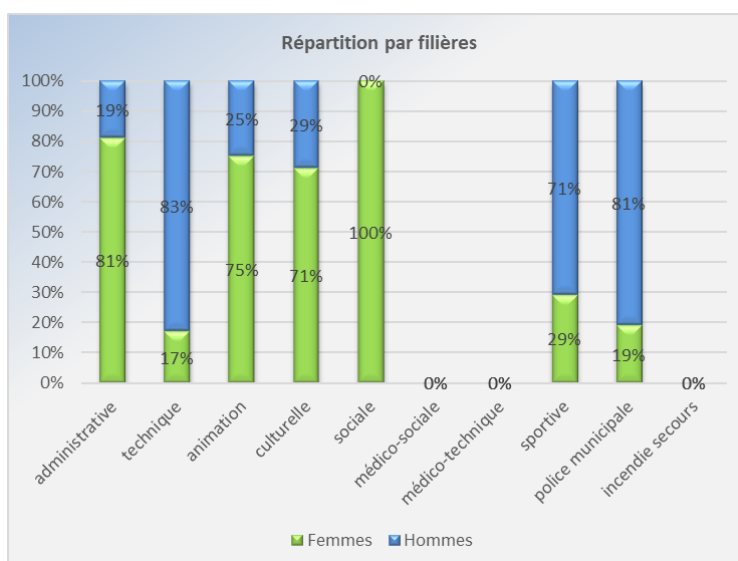
I – Le constat

- **Répartition par filière**

Sur l'ensemble de nos effectifs permanents (titulaires et contractuels), 37% sont des femmes, 63% des hommes.



Filières	Femmes	Hommes	Total	%Femmes	%Hommes
administrative	76	18	94	81%	19%
technique	50	243	293	17%	83%
animation	18	6	24	75%	25%
culturelle	12	5	17	71%	29%
sociale	10	0	10	100%	0%
médico-sociale	0	0	0	0%	0%
médico-technique	0	0	0	0%	0%
sportive	4	10	14	29%	71%
police municipale	5	21	26	19%	81%
incendie secours	0	0	0	0%	0%
TOTAL	175	303	478	37%	63%

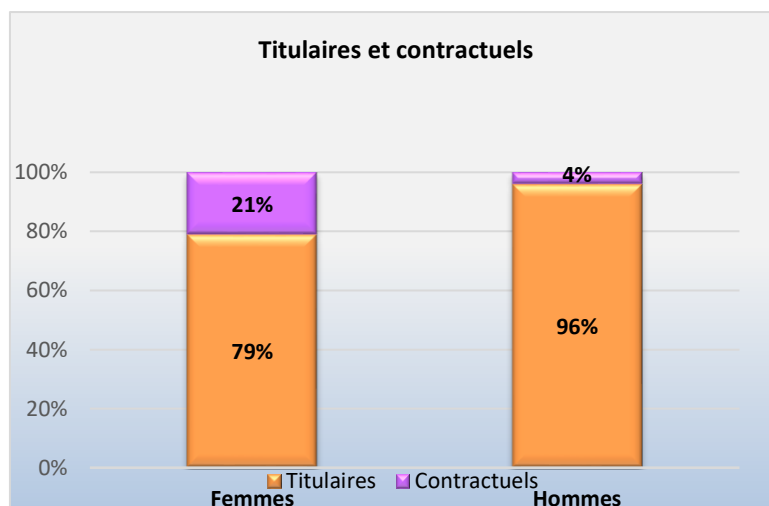
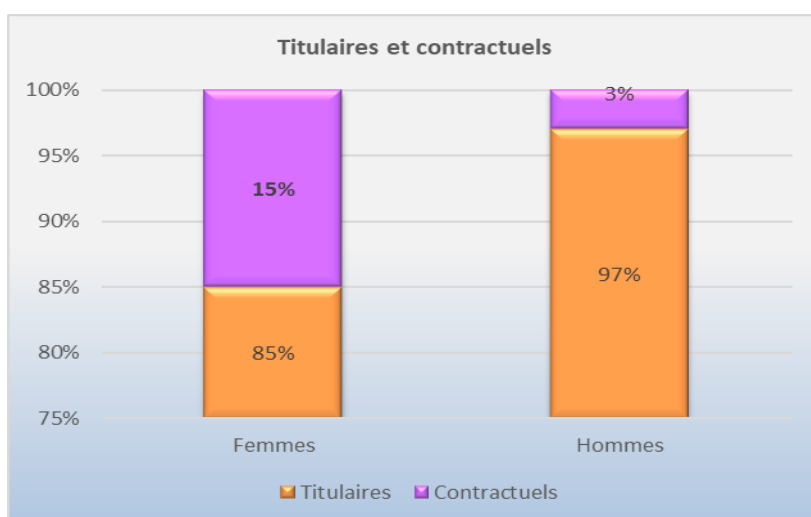


S'il y a toujours 100% de femmes dans la filière sociale (Atsem), nous notons un peu moins de femmes dans la filière technique (17% contre 19% en 2017), un peu plus d'hommes dans la filière culturelle (29% contre 28% en 2017).

Le rééquilibrage des filières ne peut qu'être lent compte-tenu du faible taux de renouvellement des agents à la Ville de Biarritz. En outre, il y a un réel déficit de candidats dans certaines filières (sociale notamment) ou de candidates sur certains postes de la filière technique (maçon, plombier, serrurier, menuisier...). Si l'on regarde les chiffres au niveau national dans la fonction publique territoriale, on retrouve les mêmes constats.

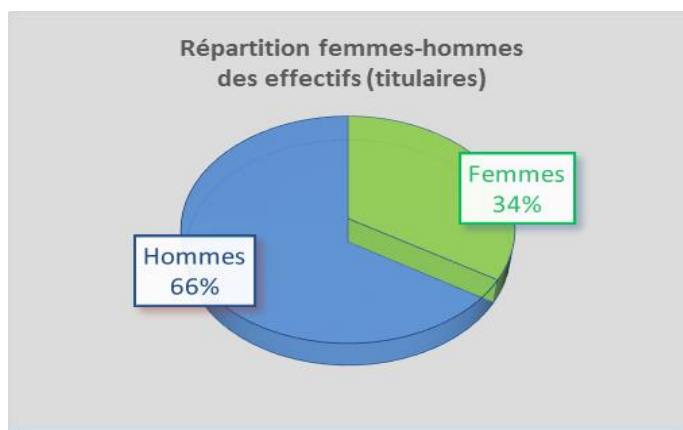
- **Répartition titulaires / contractuels**

	%Femmes	%Hommes	nombre de femmes	nombre d'hommes
Titulaires	85%	97%	149	293
Contractuels	15%	3%	26	10
Total			175	303

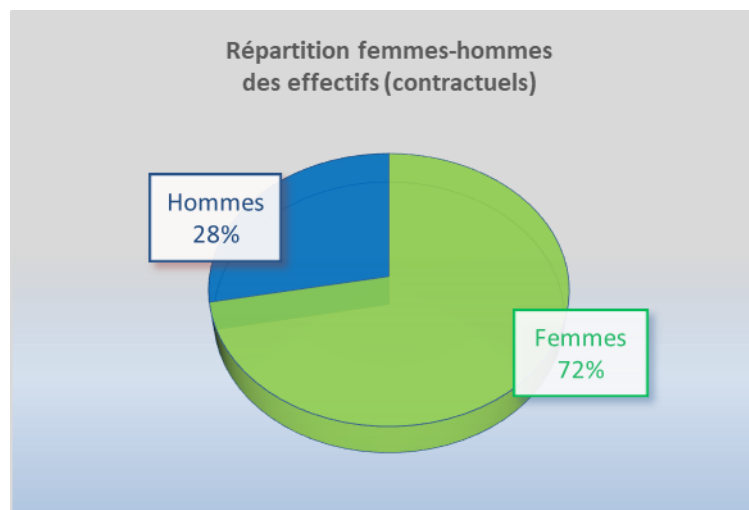


Filières	Femmes titulaires	Hommes titulaires	Total agents titulaires
administrative	68	16	84
technique	36	236	272
animation	15	5	20
culturelle	12	5	17
sociale	10	0	10
médico-sociale	0	0	0
médico-technique	0	0	0
sportive	3	10	13
police municipale	5	21	26
incendie secours	0	0	0
TOTAL	149	293	442

Filières	Femmes contractuelles	Hommes contractuels	Total agents contractuels
administrative	8	2	10
technique	14	7	21
animation	3	1	4
culturelle	0	0	0
sociale	0	0	0
médico-sociale	0	0	0
médico-technique	0	0	0
sportive	1	0	1
police municipale	0	0	0
incendie secours	0	0	0
TOTAL	26	10	36

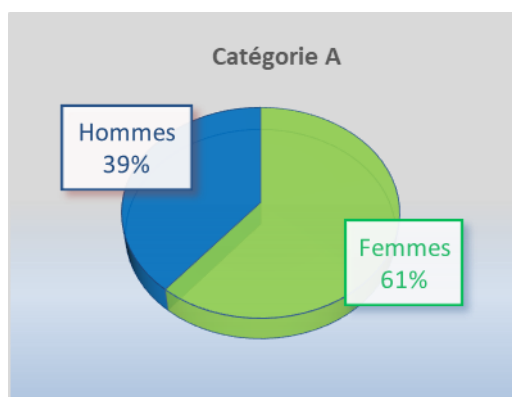


LA FPT COMPTE :
59% DE FEMMES PARMI LES
TITULAIRES ET



La part des femmes occupant un poste de contractuel est plus importante que la part des hommes : ce sont essentiellement des femmes qui occupent des emplois à temps non complet à un taux inférieur à 50% (agent de cantine ou d'entretien des locaux). Il y a tout de même plus d'hommes contractuels en 2018 (28% contre 22% en 2017).

- **Répartition par catégorie**



Catégorie hiérarchique	Nombre de Femmes	Nombre d'Hommes
cat. A	27	17
cat. B	25	37
cat. C	123	249
Total	175	303

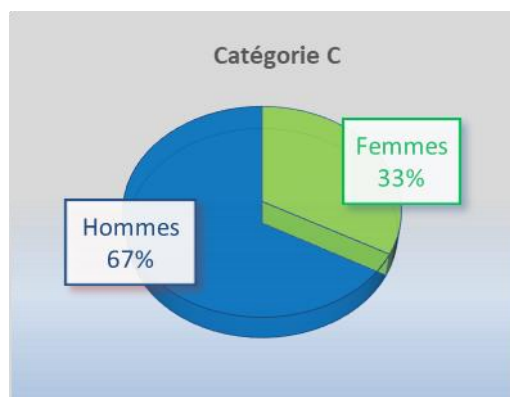
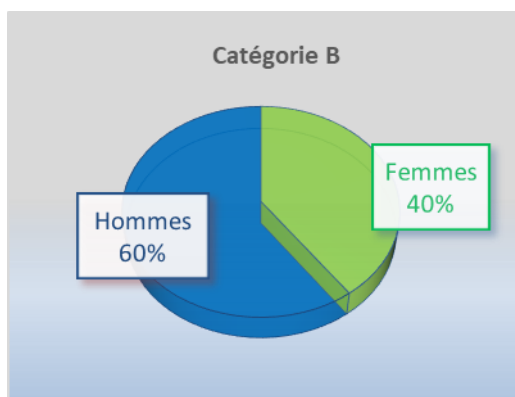
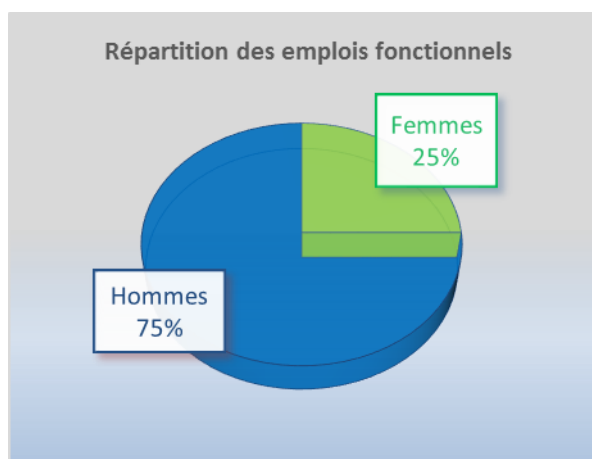
	Femmes	Hommes	Total
cadres A filière administrative	21	8	29
cadres A filière technique	2	8	10
cadres A filière culturelle	2	0	2
cadres A filière sociale	1	0	1
cadres A filière sportive	1	0	1
cadres A filière police	0	1	1
cadres A filière médico-technique	0	0	0
TOTAL	27	17	44

La répartition femmes/hommes par catégorie hiérarchique indique une part plus importante de femmes que d'hommes en catégorie A. La filière administrative

affiche toujours une nette supériorité des femmes sur les hommes (72%), la filière technique une nette supériorité des hommes sur les femmes (80%).

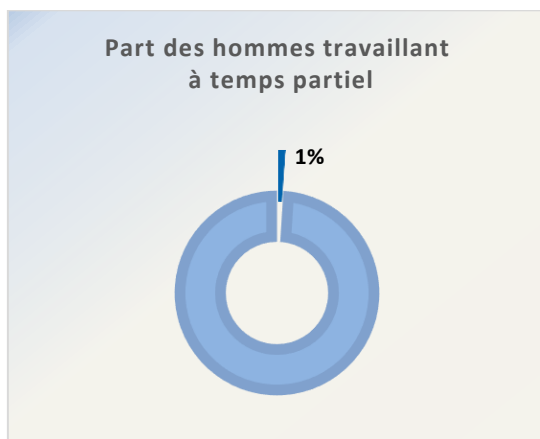
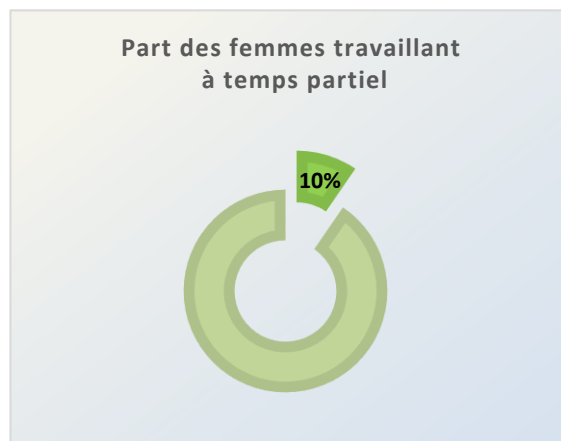
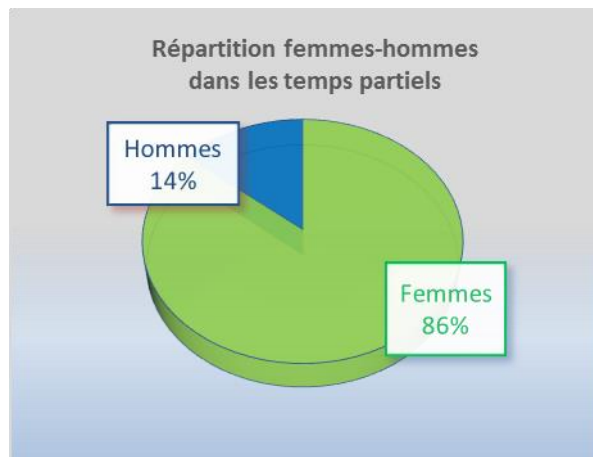
En 2018, les emplois de direction sont pour 75% pourvus par des hommes, tout comme en 2017, contre 100% en 2016.

	Femmes	Hommes	Total
Emplois fonctionnels	1	3	4
Total	1	3	4



La catégorie B et la catégorie C sont toujours en net déséquilibre femmes/hommes : 40% de femmes en catégorie B, 33% en catégorie C. Cette répartition ne se retrouve pas au niveau national dans la fonction publique où il y a globalement dans chaque catégorie 60% de femmes et 40% d'hommes, mais il faut noter que les communes ont une plus forte proportion de métiers manuels traditionnels que les autres collectivités territoriales.

- Temps partiels

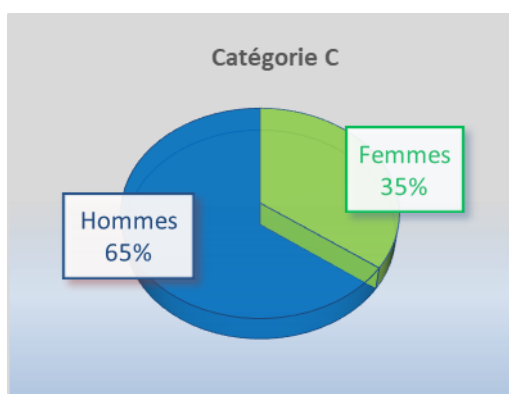
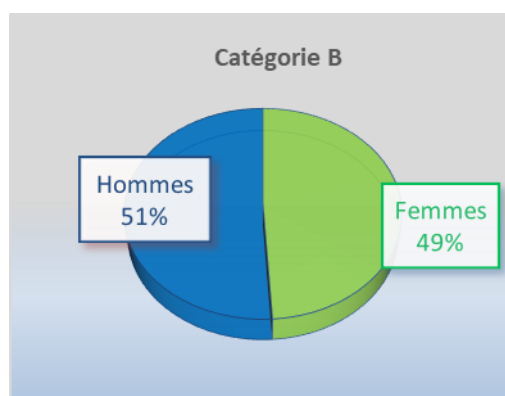
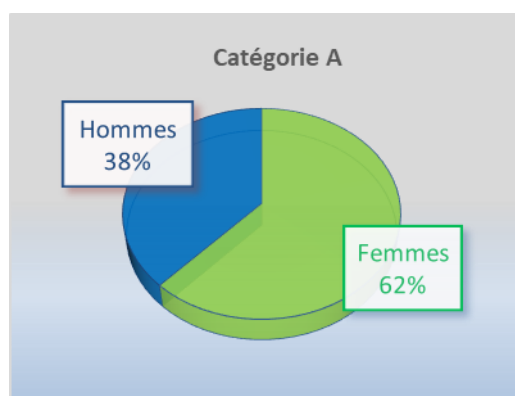


La répartition femmes/hommes sur le temps partiel est parlante : 86% des agents à temps partiel sont des femmes ; 10% des femmes travaillent à temps partiel pour 1% des hommes.

- **Formation**

Catégorie hiérarchique	Nombre Femmes ayant suivi une formation	% Femmes	Nombre Hommes ayant suivi une formation	% Hommes	Total des agents ayant suivi une formation
cat. A	21	62%	13	38%	34
cat. B	22	49%	23	51%	45
cat. C	58	35%	106	65%	164
Total	101	42%	142	58%	243

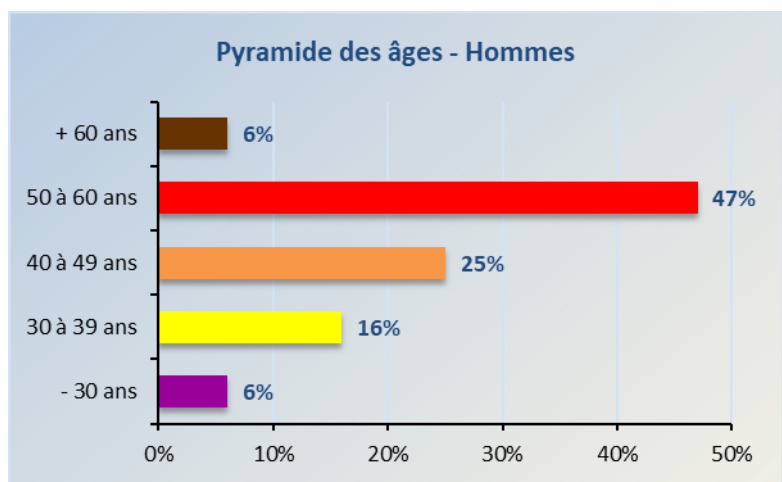
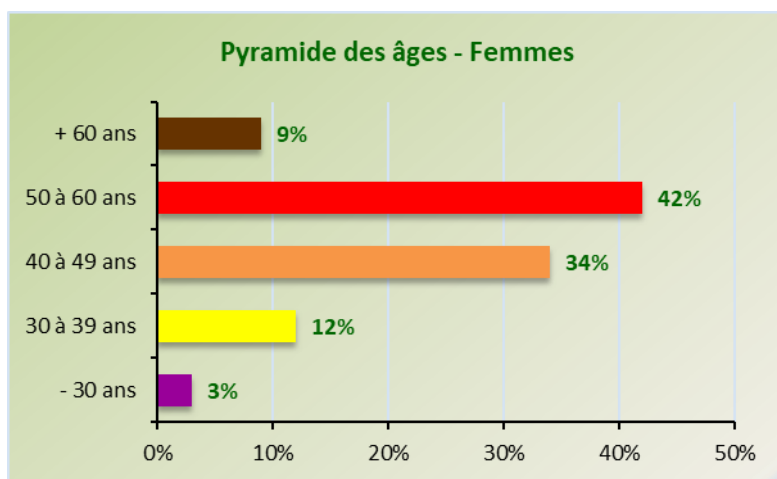
	Femmes	Hommes
nbre formation A	21	13
nbre agents en A	27	4
nbre formation B	22	23
nbre agents en B	25	37
nbre formation C	58	106
nbre agents en C	123	249



51% des agents ont suivi au moins une action de formation. Parmi eux, 42% étaient des femmes et 58% des hommes, toutes catégories confondues.

Tranche d'âge	Nbre de Femmes	%Femmes par tranche d'âge	Nbre d'Hommes	%Hommes par tranche d'âge	Total agents par tranche d'âge	%agents par tranche d'âge
+ 60 ans	16	9%	19	6%	35	7%
50 à 60 ans	74	42%	141	47%	215	45%
40 à 49 ans	60	34%	76	25%	136	28%
30 à 39 ans	20	12%	48	16%	68	14%
- 30 ans	5	3%	19	6%	24	6%
Total	175	100%	303	100%	478	100%

- **Pyramide des âges**



14% des femmes, 22% des hommes ont moins de 40 ans

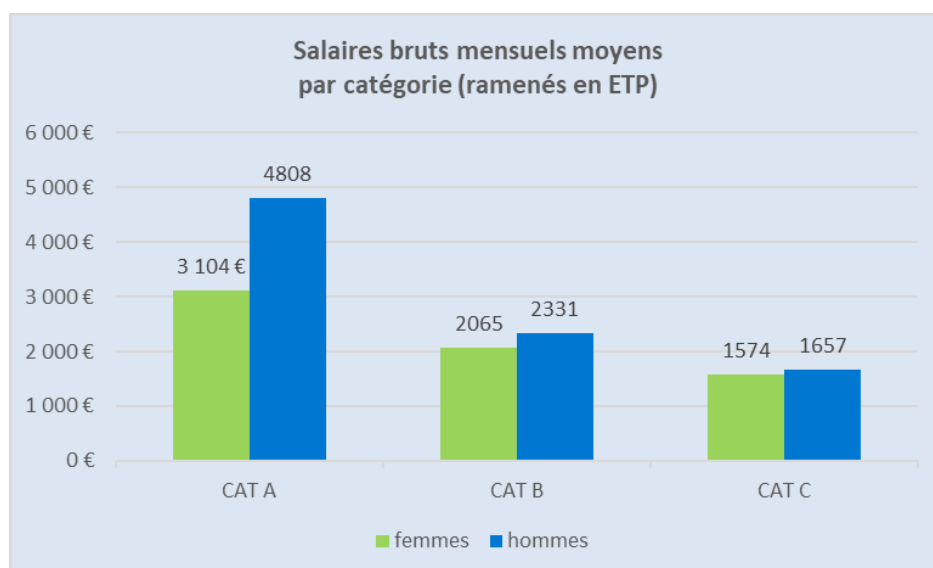
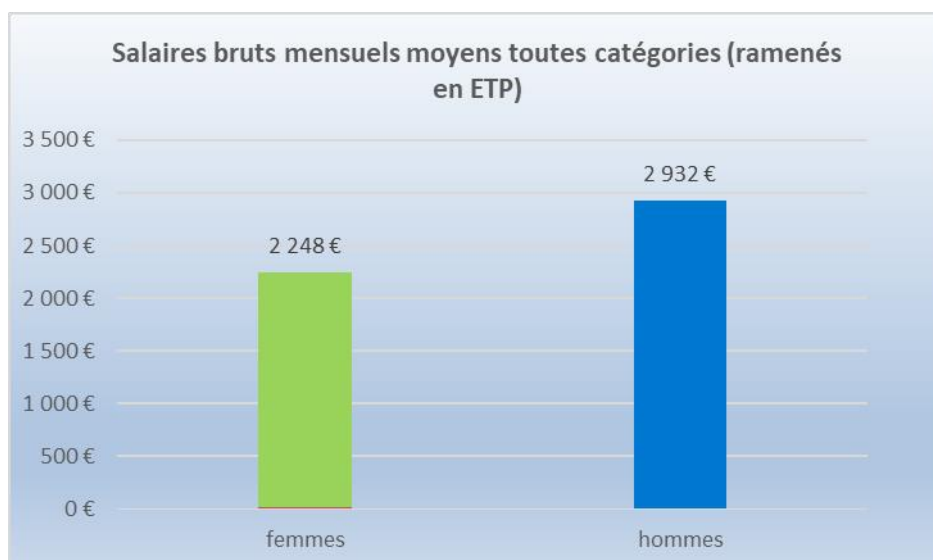
34% des femmes, 25% des hommes ont de 40 à 50 ans
 42% des femmes, 47% des hommes ont de 50 à 60 ans
 9% des femmes, 6% des hommes ont plus de 60 ans.

L'équilibre dans la pyramide des âges établi en 2017 est légèrement modifié en 2018, notamment en haut et en bas de la pyramide où les écarts se creusent : plus de femmes de 60 ans et plus d'hommes de moins de 40 ans.

- **Rémunération (en équivalent temps plein)**

Titulaires et contractuels sur emploi permanent

Catégorie hiérarchique	Salaire brut mensuel moyen des Femmes	Salaire brut mensuel moyen des Hommes
CAT A	3 104 €	4 808 €
CAT B	2 065 €	2 331 €
CAT C	1 574 €	1 657 €
ENSEMBLE	2 248 €	2 932 €



Si les femmes sont plus nombreuses en catégorie A, elles ont en moyenne un salaire moins élevé que leurs homologues masculins : les emplois de direction sont majoritairement masculins et les postes les plus lourds en termes de responsabilités, donc de régime indemnitaire, sont encore occupés par des hommes. Par ailleurs, l'arrivée de femmes sur des postes de chefs de service reste assez récente, elles sont donc globalement plus jeunes et perçoivent un traitement de base moins élevé.

L'écart est moindre en catégorie B mais toujours en faveur des hommes qui occupent majoritairement les postes de techniciens. En catégorie C, l'écart est moindre, certaines femmes occupant des postes à plus fortes responsabilités, reconnues au travers des régimes indemnitaires accordés.

II – Les axes d'amélioration

Aujourd'hui, la ville de Biarritz pratique déjà une politique totalement égalitaire en ce qui concerne le déroulement de carrière des agents féminins (les agents à temps partiel, à temps non complet, les agents revenant de congé de maternité ou de congé parental bénéficient d'une évolution de carrière comparable à celle des agents à temps plein), ou leur accès aux formations.

D'autres points peuvent être améliorés :

- La mise en place de jury systématiquement mixte à parité pour les recrutements permettrait d'éviter certaines discriminations en matière d'embauche. Dans les faits actuellement en raison de la présence d'une élue déléguée aux RH et d'une responsable des RH, elle est à inscrire dans un processus pérenne. Les recruteurs ne doivent pas écarter les femmes des postes à fortes responsabilités.
- Il faut rechercher un rééquilibrage femmes/hommes dans toutes les filières par le recrutement volontaire du personnel, féminin ou masculin, déficitaire, chaque fois que l'offre de candidats le permet et sans s'arrêter aux contraintes (vestiaires séparés à créer...) et aux préjugés (difficultés d'intégration dans l'équipe...) encore forts dans certains métiers, notamment les métiers du bâtiment pour les femmes, l'accueil en petite enfance pour les hommes. Une politique volontariste sera mise en œuvre pour réduire les écarts existants.
- Il faut également rechercher des nominations équilibrées dans l'encadrement supérieur et s'assurer de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les rémunérations et les parcours professionnels. Il y a encore de nombreuses idées préconçues. L'articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle (les tâches liées à la famille, enfants et ascendants, et les tâches domestiques continuent d'être assurées majoritairement par les femmes) n'est pas toujours facilitée. Or, la présence sur le lieu de travail, la disponibilité, l'extensibilité du temps peuvent se gérer tout autrement et ne sont pas forcément synonyme d'efficacité. Les horaires atypiques, les réunions tardives ou les horaires discriminatoires doivent être prohibés dans toute la mesure du possible. Là encore, une politique volontariste sera mise en œuvre.

- Aucun fonctionnaire, femme ou homme, ne doit subir des faits de harcèlement sexuel constitué par des propos ou comportements à connotation sexuelle répétés qui, soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante. La mobilisation sur ce thème du CHSCT et du groupe de travail en charge de la qualité de la vie au travail sera recherchée.
- Lors des élections professionnelles, qui se sont déroulées en décembre 2018, les organisations syndicales ont été tenues de présenter des listes paritaires femmes / hommes au Comité technique (CT), à la Commission administrative paritaire (CAP), au Comité d'Hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Même si, au vu des résultats, l'équilibre n'est pas encore là, la féminisation de ces instances devrait jouer en faveur de plus d'égalité.

Ces déclarations d'intention seront déclinées en plan d'actions.

La loi n°2019-828 du 6 août 2019 ajoute, en son article 80, la mise en œuvre d'un plan d'actions pluriannuel pour les collectivités territoriales de plus de 20 000 habitants pour assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ce plan d'action devra porter notamment sur les écarts concernant la rémunération, l'avancement et la promotion entre les femmes et les hommes, l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle et familiale, ainsi que sur les questions de discriminations, de violence et de harcèlement. Il comportera des objectifs, des indicateurs de suivi et un calendrier d'application qui compléteront le rapport annuel établi.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

6) EPIC Biarritz Tourisme : Décision de prise en charge des frais de locations de salles publiques à l'occasion d'événements d'intérêt général pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2020

Sur le rapport de Louis VIAL : Dans le cadre de la politique d'animation locale et touristique mise en œuvre par la Ville de BIARRITZ, le Conseil Municipal est invité, chaque trimestre, à décider de la prise en charge, totale ou partielle, des frais de location des salles publiques suivantes : Casino Municipal, Bellevue, Gare du Midi ou Iraty.

Ces frais de location sont facturés par l'EPIC BIARRITZ TOURISME aux associations qui organisent des manifestations publiques, dont l'objet et la dimension, sur le plan social, culturel, sportif ou touristique, contribuent à l'animation locale ou au rayonnement de la ville vers l'extérieur et répondent donc aux objectifs d'intérêt général recherchés par la collectivité.

La prise en charge de ces frais de location par la Ville de BIARRITZ, en lieu et place des associations organisatrices, est considérée comme une aide indirecte apportée aux associations, dont la décision d'attribution relève du Conseil Municipal.

Selon ce principe, les frais de location de salles publiques sont prélevés sur les crédits inscrits chaque année au budget primitif, au chapitre 011, article 6132.

Au cours du mois de janvier à mars 2020, un certain nombre d'associations ou services publics ont présenté une demande de prise en charge de ces frais de location à la Ville de BIARRITZ.

En conséquence, après vérification que ces événements ou manifestations répondaient bien aux objectifs d'intérêt général définis par la collectivité, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver la liste communiquée, pour la période du 1^{er} janvier au 30 Mars 2020, des manifestations organisées par des associations locales ou services publics, pour lesquelles la Ville de BIARRITZ prendra en charge les frais de location, qui seront, après facturation, réglés à BIARRITZ TOURISME, conformément à l'article 9-1 du contrat d'affermage du 18 janvier 2006 et prélevés sur les crédits inscrits au budget annexe 2020, article 6132.

En application de l'article L2313-1, alinéa 2 du CGCT, la liste des concours attribués à ces associations sous forme de prestations en nature, a été annexée aux documents budgétaires.

ADOpte

7) EPIC Biarritz Tourisme : Approbation du budget 2020

Cette question est reportée ; elle n'a été ni débattue ni votée.

8) Subventions de fonctionnement / fixation d'acomptes de subventions : décision d'attribution

Sur le rapport de Monsieur Guy LAFITE : En vue de permettre à plusieurs associations locales et organismes de fonctionner normalement avant le vote des subventions prévu en juillet prochain et après examen de la commission des finances réunie le **09/06/2020** il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider de l'attribution d'acomptes de subventions pour les associations et organismes suivants :

BUDGET PRINCIPAL

Article	Fonction	Bénéficiaire	Montant
65737	95	Biarritz Tourisme	254 000
657362	520	C.C.A.S. de Biarritz	308 000
65741	33	Théâtre du Versant	10 000
65741	33	Théâtre des Chimères	10 200
65741	33	Amis du Musée Historique de Biarritz	4 600
65741	40	Equilibre	14 250
65741	40	Les Goélands	18 025
65741	40	Biarritz Association Surf Clubs	3 750
65741	40	Biarritz Olympique Omnisports	150 000
65741	40	Biarritz Olympique Rugby	50 000
65741	40	Société des Courses au Trot	5 000
65741	40	Jeanne d'Arc de Biarritz	27 000
65741	40	Uda Leku	2 875
65742	40	Biarritz Sport Santé (Biarritz en Forme)	5 900
65741	422	Du Flocon à la Vague / Water Family	5 000
65742	33	F.I.P.A. DOC	50 000
65741	520	Atherbea (Dispositif d'accueil des personnes en précarité)	10 000
65741	520	Centre Social Maria Pia	15 000
65741	520	Elgarri. Epicerie sociale	14 000
65741	520	Banque Alimentaire	1 000
65741	520	3 A Age d'Or	12 000
65741	520	Ohakoa	20 000
65741	520	Crèche Familiale et Sociale	14 000
65741	520	Trait d'Union / Caminante	1 000
65741	520	L'Accorderie de Biarritz	5 000
65741	520	Maison de l'Economie Sociale et Solidaire en Pays Basque	7 200
65741	524	Denekin	4 000
65741	90	Office de Commerce et de l'Artisanat	5 000

BUDGET ANNEXE SPIC TVA

Article	Opération	Bénéficiaire	Montant
6743	0009	Atabal	50 000
6743	0005	Version Originale	18 750

ADOpte

M. AMIGORENA, M. CHAZOILLERES, MME MOTSCH, MME DARRIGADE,
M. DOMEGE, MME AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, MME ECHEVERRIA,
M TARDITS, MME HONTAS,
S'ABSTIENNENT

9) Compte Administratif 2019 : Budget Principal – Examen et approbation

Sur le rapport de Monsieur Guy LAFITE: Il a été présenté le Compte Administratif du Budget Principal de la Ville pour l'année **2019**.

Les crédits votés s'élèvent globalement à : **93 767 €** :

Crédits votés en k€	Budget primitif	Décisions modificatives	Total
Fonctionnement	54 734	793	55 527
Investissement	37 429	4 853	42 281
Total	92 163	5 646	97 809

I- L'exécution budgétaire

Elle se présente comme suit :

Budget principal	Crédits votés	Réalisé	Restes à réaliser
Recettes d'investissement	42 281 933.04	25 515 308.68	8 812 742.00
Dépenses d'investissement y compris résultat brut 2018	42 281 933.04	37 344 872.89	2 148 726.11
Solde d'investissement		-11 829 564.21	6 664 015.89

Recettes de fonctionnement	54 733 579.28	53 456 585.31	0
Dépenses de fonctionnement	54 733 579.28	47 408 730.43	0
Résultat de fonctionnement 2019		6 047 854.88	0
Résultat net 2018 reporté		2 417 286.22	
Résultat cumulé de fonctionnement		8 465 141.10	

Résultat net de clôture 2019		-3 364 423.11	6 664 015.89
Résultat net global 2019		3 299 592.78	

1) La section de fonctionnement

❖ Les dépenses de fonctionnement

Elles s'élèvent globalement à **47 408 k€** contre **49 124 k€** en **2018**.

Les dépenses réelles représentent **44 431€** en hausse de **2.39%** par rapport à **2018** soit **+1 039 k€**.

L'exécution budgétaire est conforme aux prévisions avec un taux de réalisation de **97.76%** comparable à celui des années précédentes.

Les charges de personnel atteignent **20 777 k€** contre **20 591 k€** en **2018** soit une faible hausse de **0.9%** conforme à l'engagement pris de contraindre l'évolution de la masse salariale à partir de **2019**.

Les charges à caractère général (achats, fluides et charges externes) totalisent **11 259 k€** soit une hausse de **6.56%** ou **+693 k€** par rapport à **2018** en raison de dépenses exceptionnelles liées à l'organisation du sommet du G7, à la candidature aux JO 2024 et à l'augmentation des fluides.

Les subventions et contributions obligatoires ont atteint **9 069 k€** en hausse de **5.96%** soit **510 k€** par rapport au niveau atteint en **2018** de **8 559 k€**.

Le montant des charges financières représente **634 k€** en hausse de **0.79%** par rapport à **2018** et résultant directement du niveau historiquement bas des taux courts.

Le chapitre 014 « atténuations de produits » représente **1 633 k€** en baisse de **-5.33%** par rapport à 2018 en raison de l'absence de prélèvement SRU supporté en 2019. Ce chapitre correspond également au reversement des recettes fiscales indirectes à l'EPIC Biarritz tourisme et au CD 64.

Les charges exceptionnelles s'élèvent à **1 057 k€** en baisse de **19.80%** par rapport à **2018**.

Ce chapitre enregistre notamment la subvention pour contraintes de service public versée au budget annexe SPIC TVA d'un montant de **1 009 k€**.

Les dépenses d'ordre caractérisées par l'absence de décaissement s'élèvent à **2 977 k€** et correspondent pour l'essentiel à la dotation pour amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et à la plus-value de cession.

❖ Les recettes de fonctionnement

Les recettes de l'exercice s'élèvent globalement à **55 873 €** en baisse de **-0.3%** par rapport à **2018**.

Les recettes réelles hors produits de cession représentent **52 620 k€** contre **52 277 k€** en **2018**.

Hors produits financiers et exceptionnels, les recettes de gestion courante atteignent **52 304 k€** en baisse de **0.46%** par rapport à **2018** qui s'explique essentiellement par la mise en place de la majoration de la taxe d'habitation des résidences secondaires malgré l'amélioration du produit de certaines taxes indirectes (droits de mutation, du produit des jeux de casino et taxe de séjour).

Pour les principaux postes de recettes, les précisions suivantes peuvent être apportées.

Le produit de la fiscalité directe locale est de **25 835 k€** en progression de **1.5%** par rapport à **2018 (+ 386 k€)**.

L'attribution de compensation et la dotation de solidarité urbaine correspondent à un reversement partiel de la contribution économique territoriale perçue par la C.A.P.B. et restent cristallisées à **3 766 k€** depuis 2018, en raison de la réfaction décidée en décembre au titre du principe de solidarité du pacte financier de la C.A.P.B.

Dans la continuité avec les exercices écoulés, le produit de la fiscalité indirecte est en hausse régulière :

- Les droits de mutation atteignent **5 412 k€** en hausse de **4.97%**
- La taxe de séjour avec un produit de **1 594 k€**
- Le prélèvement sur le produit des jeux égal à **2 224 k€**

Les dotations versées par l'Etat représentent **3 291 k€** en diminution par rapport à celui de **2018** de **3 390 k€**.

Les compensations fiscales atteignent **1 227 k€** en hausse de **7.82 %** par rapport à **2018** en raison de la compensation du dégrèvement pour personnes isolées accordé en 2016.

La tarification des équipements municipaux et l'utilisation du domaine public génèrent une recette de **4938 k€** en baisse de **- 6.5%** par rapport à **2018**.

Les autres produits de gestion courante s'élèvent à **1 468 k€** en baisse de **-2%** par rapport à **2018**.

Par ailleurs, les produits exceptionnels s'élèvent à **1 056 k€** avec un produit de cessions d'immobilisations pour **742 k€**.

Enfin, la recette d'ordre correspond aux travaux d'investissement réalisés en régie pour un montant de **93 k€**.

Au final, le résultat brut de fonctionnement s'établit à **6 047 k€** hors résultat de fonctionnement reporté de **2018**.

2) La section d'investissement

❖ Les dépenses d'investissement

Les dépenses totales d'investissement ont représenté globalement **24 360 k€** en **2019** avec l'intégration d'une dépense d'ordre pour les travaux en régie de **93 k€** et sans prise en compte du résultat d'investissement reporté de **2018** de **12 984 k€**.

Hormis cette dépense d'ordre, les dépenses réelles ont atteint **24 266 k€** en baisse de **2.51%** par rapport à **2018**.

Celles-ci se décomposent en :

- Le remboursement du capital des emprunts : **5 204 k€** dont le réaménagement de certains emprunts pour **1 137 k€** et la dette portée par l'EPFL pour **285 k€**
- Les dépenses d'équipement proprement dites (acquisitions et travaux) : **16 012 k€**
- Les opérations diverses : **1 750 k€**

Le taux de réalisation des dépenses d'équipement en **2019** atteint un niveau remarquable de **78.80%** légèrement inférieur au taux record de **2018 (82.95%)**.

La répartition fonctionnelle des dépenses d'équipement est la suivante :

1. **Fonction « Administration générale » : 2 442 K€** avec notamment des travaux de bâtiments pour **984 K€** et des acquisitions de véhicules pour **601 K€** ou des matériels informatiques pour **194 K€**
2. **Fonction « sécurité » : 63 K€**
3. **Fonction « enseignement » : 2 808 K€** avec les travaux réalisés dans les écoles primaires et maternelles pour **2 733 K€**
4. **Fonction « culture » : 133 K€** décomposés en acquisitions pour le fonds documentaire de la médiathèque pour **86 K€** et d'investissements culturels pour **33 K€**.
5. **Fonction « sports jeunesse » : 861 K€** correspondant essentiellement aux travaux pour **823 K€**
6. **Fonction « aménagement urbain environnement » : 10 126 K€** qui peuvent être décomposés comme suit :
 - Eclairage public pour **492 K€**.
 - Voirie publique pour **5 689 K€**.
 - Equipements publics de la ZAC Kléber pour **58 K€**
 - Travaux sur espaces verts pour **326 K€**
 - Travaux sur littoral pour **1 938 K€**
7. **Fonction « famille » : 189 K€** correspondant essentiellement aux travaux d'aménagement de notre maison.

❖ Les recettes d'investissement

Le financement de ces dépenses d'équipement et du solde d'exécution **2018** a été assuré de la manière suivante :

• Emprunt nouveau :	5 850 k€
• Subventions d'équipement reçues :	2 408 k€
• Les dotations et ressources propres :	4 877 k€
• L'excédent de fonctionnement capitalisé :	7 846 k€
• La dotation pour amortissement des immobilisations & plus-values de cession :	4 274 k€
• Divers :	257 k€

La différence des dépenses totales et recettes totales d'investissement se traduit par un solde négatif de – **11 829 k€**.

L'addition de ce solde négatif et du résultat excédentaire de fonctionnement de **8 465 k€** constitue le résultat brut de clôture de ce compte administratif de **-3 364 k€** qui corrigé du solde positif des restes à réaliser sur **2020 de + 6 664 k€** s'élève à **3 299 k€** correspondant au niveau du fonds de roulement au **01/01/2020**.

II – La situation financière

L'endettement

L'encours de la dette au **31/12/2019** est de **39 806 k€** en hausse de **5.13%** par rapport à **2018**.

L'évolution de l'encours s'explique de la façon suivante :

➤ Encours au 01/01/2019 :	37 862 k€
➤ Le capital remboursé représente	- 4 068 k€
➤ L'emprunt nouveau contracté en 2019 pour	+ 4 714 k€
➤ Le portage EPFL pour	+ 1 298 k€

Soit une augmentation nette de **1 944 k€**

La répartition de la dette par type de taux d'intérêt est caractérisée par une prédominance des taux courts sur les taux longs.

Type	Encours en k€	% exposition	Taux moyen
Fixe	24 293	61.03	2%
Variable	14 769	37.10	0.50%
Barrière	743	1.87	4.33%
Total	39 806	100	1.50%

Cette répartition a permis d'obtenir une diminution des frais financiers supportés au cours de l'exercice 2019.

Le tableau suivant présente la répartition de l'encours du budget principal en fonction des banques ou organismes prêteurs.

Prêteur	CRD en k€	% CRD
CAISSE D'EPARGNE	11 165	28.05%
CREDIT AGRICOLE	9 274	23.30%
SFIL CAFIL	3 575	8.98%
ARKEA BEI	4 150	10.43%
SOCIETE GENERALE	7 112	17.87%
CREDIT COOPERATIF	1 731	4.35%
AUTRES PRETEURS	1 782	4.48%
EPFL	1 011	2.54%

Le taux d'intérêt moyen de la dette du budget principal s'élève à 1.50% au **31/12/2019** contre **1.66%** pour **2018**.

Il est sensiblement inférieur à la moyenne des communes de même strate (**2.5 %**).

Par ailleurs, la durée de vie résiduelle (**12.6 ans**) est stable en **2018** par rapport à celle de **2017** avec une durée de vie moyenne quasiment égale en **2019** avec une durée de **6 ans + 8 mois**.

L'annuité de la dette payée en **2019** par le budget principal s'est élevée à **4 702 k€** se décomposant en **634 k€** pour la part en intérêts et **4 068 k€** pour le capital remboursé y compris le portage foncier de l' E.P.F.L.

La part des intérêts reste faible avec un taux **de 1.43%** des dépenses réelles de fonctionnement.

L'autofinancement

La diminution du produit des cessions foncières (3 464 k€ en 2018 contre 742 k€ en 2019) en recettes exceptionnelles de fonctionnement a pour conséquence une réduction de la capacité d'autofinancement brute qui s'établit à :

objet	2017	2018	2019	%
Recettes réelles de fonctionnement	50 304	56 041	53 362	-4.78
Dépenses réelles de fonctionnement	42 656	43 392	44 431	2.39
Epargne brute	7 648	12 649	8 930	-29.40

L'épargne brute ajoutée à la dotation pour amortissement et opérations d'ordre pour cessions de **2 977 k€** constitue la capacité d'autofinancement brute totale égale à **11 907 k€** pour **2019**.

Si l'on faisait **abstraction des produits des cessions (742 k€)**, le ratio de désendettement mesurant la capacité de la ville à rembourser sa dette à partir de l'épargne brute représenterait **4,86 années** pour le budget principal soit à un niveau satisfaisant dans la mesure où l'on considère qu'un ratio supérieur à 12 années correspond à une situation tendue.

L'article L 1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales indique que "l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du Conseil Municipal sur le Compte Administratif présenté par le Maire ».

Le Compte Administratif qui a été présenté au Conseil Municipal est absolument conforme aux écritures du Trésorier Principal, ce qui permet d'affirmer sa régularité.

C'est le Conseil Municipal qui vote le Budget et le Maire qui l'exécute.

Mais le Maire n'est d'ailleurs pas seul à assurer l'exécution du Budget, puisque le Trésorier Principal l'assure en même temps que lui à travers le contrôle permanent qu'il exerce en visant chaque titre de recettes et chaque mandat de dépenses.

C'est ainsi que l'exécution du Budget se traduit dans deux documents identiques qui sont le Compte Administratif pour le Maire et le Compte de Gestion pour le Trésorier Principal. Ces deux documents doivent être en effet rigoureusement conformes l'un à l'autre.

C'est la Chambre Régionale des Comptes qui, depuis 1983 pour les Villes de notre catégorie, est la juridiction compétente pour donner son approbation au Compte Administratif et au Compte de Gestion sous la forme de "quitus" donné au Trésorier Principal pour la gestion de l'exercice en cause.

Ce Compte Administratif a été soumis à l'examen de la Commission des Finances et si aucune erreur et encore moins une irrégularité n'ont été relevées, c'est parce qu'aussi bien le service financier de la Ville, que les Services de la Trésorerie Principale, ayant contrôlé mutuellement leurs écritures, sont d'accord sur tous les chiffres.

Il a été donné lecture de l'article L 2121-14 du C.G.C.T. rédigé ainsi qu'il suit :

- "Le Maire et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal";
- "Dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président".
- "Dans ce cas, le Maire peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote".

C'est donc en application de l'article L 2121-14 et aussi de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'il s'agit d'une nomination, qu'a été procédé à l'élection du Président de la séance, et qu'a été mis aux voix le Compte Administratif **2019**.

A titre purement informatif, le projet d'orientations budgétaires de l'année 2020 a été communiqué au Conseil Municipal. Ce projet n'a pas amené pas de vote ni de débat.

ADOpte

M. VEUNAC NE PARTICIPE PAS AU VOTE

M. AMIGORENA, M. CHAZOUILERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE,
M. DOMEGE, Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA,
M TARDITS, Mme HONTAS,

S'ABSTIENNENT

10) Compte Administratif 2019 : Budget Principal – Décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2019

Sur le rapport de Monsieur Guy LAFITE : Profondément modifié par l'instruction budgétaire comptable M14, le virement prévisionnel n'est inscrit au budget que pour permettre d'une part de prévoir les ressources de fonctionnement nécessaires à la réalisation et d'autre part d'exécuter les dépenses d'investissement qu'il est prévu d'autofinancer. Il ne fait l'objet que d'une exécution, après la constatation des résultats apparaissant au compte administratif et détermination du besoin de financement de la section d'investissement, ainsi que la prise en compte des restes à réaliser en recettes et en dépenses de cette même section.

Le résultat de la section de fonctionnement apparaissant au compte administratif est le résultat constaté à la clôture de l'exercice, augmenté du résultat reporté de l'exercice N-1.

Dans ce cadre les articles 1612-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales indiquent que le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité :

- à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068).
- pour le solde et selon la décision du conseil municipal, en excédent de fonctionnement reporté (002) ou en une dotation complémentaire en réserves (compte 1068).

Compte tenu de ces indications et après le vote du compte administratif **2019** intervenu précédemment, les résultats d'exécution par section se présentent ainsi :

- Section d'investissement :

Solde d'exécution :	-11 829 564.21 €
Solde des restes à réaliser :	6 664 015.89 €
Besoin de financement :	5 165 548.32 €

- Section de fonctionnement :

Solde d'exécution :	8 465 141.10 €
---------------------	-----------------------

Conformément aux dispositions susvisées du Code Général des Collectivités Territoriales et après examen de la commission des finances, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider :

- la reprise du résultat d'investissement reporté à l'article 001 : **-11 829 564.21 €**
- l'affectation du résultat de la section de fonctionnement au besoin de financement à l'article 1068 : **5 165 548.32 €**
- la reprise du résultat net de fonctionnement reporté à l'article 002 : **3 299 592.78 €**

ADOpte

M. AMIGORENA, M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE,
M. DOMEGE, Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA,
M TARDITS, Mme HONTAS,

S'ABSTIENNENT

11) Compte Administratif 2019 : Budget annexe - Port des Pêcheurs – Examen et approbation

Sur le rapport de Monsieur Guy LAFITE : Il a été présenté au Conseil Municipal le compte administratif du Budget annexe du Port des Pêcheurs pour **2019** qui s'établit ainsi :

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	11 313.00	143 310.04	154 623.04
Dépenses	30 384.85	67 004.84	97 389.69
Résultats bruts	-19 071.85	76 305.20	57 233.35

Ces résultats définitifs ont été intégrés au Budget primitif **2020**.

à l'article 001 : **19 071.85** « déficit d'investissement reporté ».

à l'article 002 : **57 233.35** « excédent de fonctionnement reporté ».

Jusqu'à la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions et en application de l'article L 241-2 du Code des Communes, le Compte Administratif pour l'exercice clos était présenté au Conseil Municipal qui ne l'approuvait pas ; il lui était simplement possible de relever les irrégularités qu'il estimait avoir été commises, de donner un avis.

L'article L 1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales indique maintenant "l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du Conseil Municipal sur le Compte Administratif présenté par le Maire ..." ; l'article L 241-2 du Code des Communes étant abrogé.

Le Compte Administratif qui a été présenté est absolument conforme aux écritures du Trésorier Principal, ce qui nous permet d'affirmer sa régularité.

C'est le Conseil Municipal qui vote le Budget et le Maire qui l'exécute.

Mais le Maire n'est d'ailleurs pas seul à assurer l'exécution du Budget, puisque le Trésorier Principal l'assure en même temps que lui à travers le contrôle permanent qu'il exerce en visant chaque titre de recettes et chaque mandat de dépenses. C'est ainsi que l'exécution du Budget se traduit dans deux documents identiques qui sont le Compte Administratif pour le Maire et le Compte de Gestion pour le Trésorier Principal. Ces deux documents doivent être en effet rigoureusement conformes l'un à l'autre.

C'est la Chambre Régionale des Comptes qui, depuis 1983 pour les Ville de notre catégorie, est la juridiction compétente pour donner son approbation au Compte Administratif et au Compte de Gestion sous la forme de "quitus" donné au Trésorier Principal pour la gestion de l'exercice en cause.

Ce Compte Administratif a été soumis à l'examen de la Commission des Finances et si aucune erreur et encore moins une irrégularité ne sont relevées, c'est parce qu'aussi bien le service financier de la Ville, que les Services de la Trésorerie Principale, ayant contrôlé mutuellement leurs écritures, sont d'accord sur tous les chiffres.

Il a été donné lecture de l'article L 2121-14 du C.G.C.T. rédigé ainsi qu'il suit :

"Le Maire et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal";

"Dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président".

"Dans ce cas, le Maire peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote".

C'est donc en application de l'article L 2121-14 et aussi de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'il s'agit d'une nomination, qu'a été procédé à l'élection du Président de la séance, et que le Compte Administratif **2019** a été mis aux voix.

ADOpte
M. VEUNAC NE PARTICIPE PAS AU VOTE

12) Compte Administratif 2019 : Budget annexe - Port des Pêcheurs – Décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2019

Sur le rapport de Monsieur Guy LAFITE : Profondément modifié par l'instruction budgétaire comptable M14, le virement prévisionnel n'est inscrit au budget que pour permettre d'une part de prévoir les ressources de fonctionnement nécessaires à la réalisation et d'autre part d'exécuter les dépenses d'investissement qu'il est prévu d'autofinancer.

Il ne fait l'objet que d'une exécution, après la constatation des résultats apparaissant au compte administratif et détermination du besoin de financement de la section d'investissement, ainsi que la prise en compte des restes à réaliser en recettes et en dépenses de cette même section.

Le résultat de la section de fonctionnement apparaissant au compte administratif est le résultat constaté à la clôture de l'exercice, augmenté du résultat reporté de l'exercice N-1.

Dans ce cadre les articles 1612-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales indiquent que le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité :

- à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068).
- pour le solde et selon la décision du conseil municipal, en excédent de fonctionnement reporté (002) ou en une dotation complémentaire en réserves (compte 1068).

Compte tenu de ces indications et après le vote du compte administratif **2019** intervenu précédemment, les résultats d'exécution par section se présentent ainsi :

- Section d'investissement :

Solde d'exécution : -19 071.85 €

Solde des restes à réaliser : **0 €**

Besoin de financement : -19 071.85 €

- Section de fonctionnement :

Solde d'exécution : 76 305.20 €

Conformément aux dispositions susvisées du Code Général des Collectivités Territoriales et après examen de la commission des finances, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider :

- la reprise du résultat d'investissement reporté à l'article 001 : **19 071.85 €**
- l'affectation du résultat de la section de fonctionnement
au besoin de financement à l'article 1068 : **19 071.85 €**
- la reprise du résultat net de fonctionnement reporté
à l'article 002 : **57 233.35 €**

ADOpte

13) Compte Administratif 2019 : Budget annexe - ZAC Kleber – Examen et approbation

Sur le rapport de Monsieur Guy LAFITE : Il a été présenté le Compte Administratif du Budget annexe ZAC KLEBER de la Ville pour l'année **2019**.

Sans vouloir imposer la lecture intégrale du Compte, il a été proposé de donner les principaux chiffres, ainsi que le résultat de l'exercice **2019** clôturé le **31 Décembre 2019** pour la section d'investissement et le **31 Janvier 2020** pour la section de fonctionnement.

Cet exercice se clôture de la façon suivante :

- les recettes titrées se sont élevées à : **3 572 612.69 €**
- les dépenses mandatées se sont élevées à : **3 707 258.04 €**
- soit un résultat brut de : **-296 468.93 €**

La balance des recettes et des dépenses tous mouvements confondus afférents à l'exercice **2019** s'établit comme suit :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	RESTES A REALISER	TOTAL
Recettes	1 610 789.11	1 800 000.00	0	3 410 789.11
Dépenses	567 824.01	3 139 434.03	0	3 707 258.04
Résultats	1 042 965.10	-1 339 434.03	0	-296 468.93

Jusqu'à la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions et en application de l'article L 241-2 du Code des Communes, le Compte Administratif pour l'exercice clos était présenté au Conseil Municipal qui ne l'approuvait pas ; il lui était simplement possible de relever les irrégularités qu'il estimait avoir été commises, de donner un avis.

L'article L 1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales indique maintenant "l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du Conseil Municipal sur le Compte Administratif présenté par le Maire ..." ; l'article L 241-2 du Code des Communes étant abrogé.

Le Compte Administratif qui a été présenté est absolument conforme aux écritures du Trésorier Principal, ce qui nous permet d'affirmer sa régularité.

C'est le Conseil Municipal qui vote le Budget et le Maire qui l'exécute.

Mais le Maire n'est d'ailleurs pas seul à assurer l'exécution du Budget, puisque le Trésorier Principal l'assure en même temps que lui à travers le contrôle permanent qu'il exerce en visant chaque titre de recettes et chaque mandat de dépenses. C'est ainsi que l'exécution du Budget se traduit dans deux documents identiques qui sont le Compte Administratif pour le Maire et le Compte de Gestion pour le Trésorier Principal. Ces deux documents doivent être en effet rigoureusement conformes l'un à l'autre.

C'est la Chambre Régionale des Comptes qui, depuis 1983 pour les Ville de notre catégorie, est la juridiction compétente pour donner son approbation au Compte Administratif et au Compte de Gestion sous la forme de "quitus" donné au Trésorier Principal pour la gestion de l'exercice en cause.

Ce Compte Administratif a été soumis à l'examen de la Commission des Finances et si aucune erreur et encore moins une irrégularité ne sont relevées, c'est parce qu'aussi bien le service financier de la Ville, que les Services de la Trésorerie Principale, ayant contrôlé mutuellement leurs écritures, sont d'accord sur tous les chiffres.

Il a été donné lecture de l'article L 2121-14 du C.G.C.T. rédigé ainsi qu'il suit :

"Le Maire et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal";

"Dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président".

"Dans ce cas, le Maire peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote".

C'est donc en application de l'article L 2121-14 et aussi de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'il s'agit d'une nomination, qu'a été

procédé à l'élection du Président de la séance, et qu'a été mis aux voix le Compte Administratif **2019**.

ADOpte

M. VEUNAC NE PARTICIPE PAS AU VOTE

M. AMIGORENA, M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE,
M. DOMEGE, Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA,
M TARDITS, Mme HONTAS,

S'ABSTIENNENT

14) Compte Administratif 2019 : Budget annexe des « Immeubles et activités soumis à la TVA » - Examen et approbation

Sur le rapport de Monsieur Guy LAFITE : Il a été présenté le compte administratif du Budget Annexe des Immeubles et Activités soumis à la TVA pour **2019** qui s'établit ainsi :

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	4 490 213.51	6 038 450.88	10 528 664.39
Dépenses	5 273 239.08	4 617 670.52	9 890 909.60
Résultats bruts	-783 025.27	1 420 780.36	637 754.79
Solde des restes à réaliser	855.47	0	855.47
Total Résultats bruts + solde des restes à réaliser	-782 170.10	1 420 780.36	638 610.26

Ces résultats définitifs sont intégrés au Budget Primitif **2020** à :

- article 001 « Résultat d'investissement reporté » : -783 025.57 €
- article 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » : 782 170.10 €
- article 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 638 610.26 €

Jusqu'à la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions et en application de l'article L 241-2 du Code des Communes, le Compte Administratif pour l'exercice clos était présenté au Conseil Municipal qui ne l'approuvait pas ; il lui était simplement possible de relever les irrégularités qu'il estimait avoir été commises, de donner un avis.

L'article L 1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales indique maintenant "l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du Conseil Municipal sur le Compte Administratif présenté par le Maire ..." ; l'article L 241-2 du Code des Communes étant abrogé.

Le Compte Administratif qui a été présenté est absolument conforme aux écritures du Trésorier Principal, ce qui permet d'affirmer sa régularité.

C'est le Conseil Municipal qui vote le Budget et le Maire qui l'exécute.

Mais le Maire n'est d'ailleurs pas seul à assurer l'exécution du Budget, puisque le Trésorier Principal l'assure en même temps que lui à travers le contrôle permanent qu'il exerce en visant chaque titre de recettes et chaque mandat de dépenses.

C'est ainsi que l'exécution du Budget se traduit dans deux documents identiques qui sont le Compte Administratif pour le Maire et le Compte de Gestion pour le Trésorier Principal. Ces deux documents doivent être en effet rigoureusement conformes l'un à l'autre.

C'est la Chambre Régionale des Comptes qui, depuis 1983 pour les Ville de notre catégorie, est la juridiction compétente pour donner son approbation au Compte Administratif et au Compte de Gestion sous la forme de "quitus" donné au Trésorier Principal pour la gestion de l'exercice en cause.

Ce Compte Administratif a été soumis à l'examen de la Commission des Finances et si aucune erreur et encore moins une irrégularité ne sont relevées, c'est parce qu'aussi bien le service financier de la Ville, que les Services de la Trésorerie Principale, ayant contrôlé mutuellement leurs écritures, sont d'accord sur tous les chiffres.

Il a été donné lecture de l'article L 2121-14 du C.G.C.T. rédigé ainsi qu'il suit :

"Le Maire et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal » ;

"Dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président".

"Dans ce cas, le Maire peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote".

C'est donc en application de l'article L 2121-14 et aussi de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'il s'agit d'une nomination, qu'a été

procédé à l'élection du Président de la séance, et qu'a été mis aux voix le Compte Administratif **2019**.

ADOPTE

M. VEUNAC NE PARTICIPE PAS AU VOTE

**M. AMIGORENA, M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE,
M. DOMEGE, Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA,
M TARDITS, Mme HONTAS,**

S'ABSTIENNENT

15) Compte Administratif 2019 : Budget annexe des « Immeubles et activités soumis à la TVA » - Décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2019

Sur le rapport de Monsieur Guy LAFITE : Profondément modifié par l'instruction budgétaire comptable M14, le virement prévisionnel n'est inscrit au budget que pour permettre d'une part de prévoir les ressources de fonctionnement nécessaires à la réalisation et d'autre part d'exécuter les dépenses d'investissement qu'il est prévu d'autofinancer.

Il ne fait l'objet que d'une exécution, après la constatation des résultats apparaissant au compte administratif et détermination du besoin de financement de la section d'investissement, ainsi que la prise en compte des restes à réaliser en recettes et en dépenses de cette même section.

Le résultat de la section de fonctionnement apparaissant au compte administratif est le résultat constaté à la clôture de l'exercice, augmenté du résultat reporté de l'exercice N-1.

Dans ce cadre les articles 1612-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales indiquent que le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité :

- à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068).
- pour le solde et selon la décision du conseil municipal, en excédent de fonctionnement reporté (002) ou en une dotation complémentaire en réserves (compte 1068).

Compte tenu de ces indications et après le vote du compte administratif **2019** intervenu précédemment, les résultats d'exécution par section se présentent ainsi :

- Section d'investissement :

Solde d'exécution :	-783 025.57 €
Solde des restes à réaliser :	855.47 €
Besoin de financement :	782 170.10 €

- Section de fonctionnement :

Solde d'exécution : 1 420 780.36 €

Conformément aux dispositions susvisées du Code Général des Collectivités Territoriales et après examen de la commission des finances, il a été demandé au Conseil Municipal, de bien vouloir décider :

- la reprise du résultat d'investissement reporté à l'article 001 -783 025.57 €
- l'affectation du résultat de la section de fonctionnement
au besoin de financement à l'article 1068 : 782 170.10 €
- la reprise du résultat net de fonctionnement reporté à l'article 002 638 610.26 €

ADOpte

**M. AMIGORENA, M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE,
M. DOMEGE, Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA,
M TARDITS, Mme HONTAS,**

S'ABSTIENNENT

16) Compte Administratif 2019 : Budget annexe « Zone Aguilera » - examen et approbation

Sur le rapport de Monsieur Guy LAFITE : Il a été présenté le Compte Administratif du Budget annexe ZONE AGUILERA de la Ville pour l'année **2019**.

Sans vouloir imposer la lecture intégrale du Compte, il a été proposé de donner, ci-après, les principaux chiffres, ainsi que le résultat de l'exercice **2019** clôturé le **31 Décembre 2019** pour la section d'investissement et le **31 Janvier 2020** pour la section de fonctionnement.

Cet exercice se clôture de la façon suivante :

- les recettes titrées se sont élevées à : **2 752 576.15 €**
- les dépenses mandatées se sont élevées à : **3 192 007.08 €**
- soit un résultat brut de : **-439 430.93 €**

La balance des recettes et des dépenses tous mouvements confondus afférents à l'exercice **2019** s'établit comme suit :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	RESTES A REALISER	TOTAL
Recettes	752 576.15	2 000 000.00	0	2 752 576.15
Dépenses	2 470 276.98	721 730.10	0	3 192 007.08
Résultats	-1 717 700.83	1 278 269.90	0	-439 430.93

Jusqu'à la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions et en application de l'article L 241-2 du Code des

Communes, le Compte Administratif pour l'exercice clos était présenté au Conseil Municipal qui ne l'approuvait pas ; il lui était simplement possible de relever les irrégularités qu'il estimait avoir été commises, de donner un avis.

L'article L 1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales indique maintenant "l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du Conseil Municipal sur le Compte Administratif présenté par le Maire ..." ; l'article L 241-2 du Code des Communes étant abrogé.

Le Compte Administratif qui a été présenté est absolument conforme aux écritures du Trésorier Principal, ce qui nous permet d'affirmer sa régularité.

Comme vous le savez, c'est le Conseil Municipal qui vote le Budget et le Maire qui l'exécute.

Mais le Maire n'est d'ailleurs pas seul à assurer l'exécution du Budget, puisque le Trésorier Principal l'assure en même temps que lui à travers le contrôle permanent qu'il exerce en visant chaque titre de recettes et chaque mandat de dépenses. C'est ainsi que l'exécution du Budget se traduit dans deux documents identiques qui sont le Compte Administratif pour le Maire et le Compte de Gestion pour le Trésorier Principal. Ces deux documents doivent être en effet rigoureusement conformes l'un à l'autre. C'est la Chambre Régionale des Comptes qui, depuis 1983 pour les Ville de notre catégorie, est la juridiction compétente pour donner son approbation au Compte Administratif et au Compte de Gestion sous la forme de "quitus" donné au Trésorier Principal pour la gestion de l'exercice en cause.

Ce Compte Administratif a été soumis à l'examen de la Commission des Finances et si aucune erreur et encore moins une irrégularité n'ont été relevées, c'est parce qu'aussi bien le service financier de la Ville, que les Services de la Trésorerie Principale, ayant contrôlé mutuellement leurs écritures, sont d'accord sur tous les chiffres.

Il a donc été donné lecture de l'article L 2121-14 du C.G.C.T. rédigé ainsi qu'il suit :

"Le Maire et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal";

"Dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président".

"Dans ce cas, le Maire peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote".

C'est donc en application de l'article L 2121-14 et aussi de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'il s'agit d'une nomination, qu'a été procédé à l'élection du Président de la séance, et qu'a été mis aux voix le Compte Administratif **2019**.

ADOpte

M. VEUNAC NE PARTICIPE PAS AU VOTE

M. AMIGORENA, M. CHAZOULLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE,

M. DOMEGE, Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA,

M TARDITS, Mme HONTAS,

S'ABSTIENNENT

17) Compte de Gestion 2019 : Déclaration de conformité avec le Compte Administratif

Sur le rapport de Monsieur Guy LAFITE : Après la présentation du Compte Administratif **2019** qui a été approuvé, il a été demandé au Conseil Municipal, de déclarer que le Compte de Gestion dressé par Monsieur le Trésorier Principal est en tout point conforme dans ses écritures au Compte Administratif **2019** et qu'il n'appelle aucune observation ou réserve de la part du Conseil Municipal.

ADOpte

**M. AMIGORENA, M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE,
M. DOMEGE, Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA,
M TARDITS, Mme HONTAS,**

S'ABSTIENNENT

18) Plan de soutien aux commerçants et artisans biarrots dans le contexte de crise du COVID-19 : Décision d'attribution d'aides indirectes

Sur le rapport de Monsieur Michel VEUNAC La crise sanitaire du COVID 19 a impacté très fortement l'activité économique locale. En effet, l'arrêté ministériel du 14/03/2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus, complété par l'arrêté du 15 mars, a contraint à la fermeture la plupart des commerces et artisans.

Dans ces conditions, la Ville de Biarritz a souhaité apporter un soutien à l'ensemble de ses commerçants et artisans ainsi qu'aux associations biarrotes, et a décidé la mise en place immédiate de mesures en vue d'alléger les charges d'une part, et de soutenir l'activité d'autre part.

Ces mesures complètent le dispositif mis en place par l'Etat, la Région Nouvelle Aquitaine, ainsi que la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

Le plan de soutien comprend deux types de mesures :

- Des mesures d'allègement des charges

- **Abandon des taxes et redevances d'utilisation marchande du domaine public** (redevances ou taxes de terrasses, d'enseignes, de stores ou assimilés, d'étalages, de stationnement des taxis permanents, des artistes peintres en forfait annuel, des occupations de la voie publique ou du domaine public pour travaux : matériaux, échafaudages, bennes...) pendant toute la durée du confinement et prolongé de 2 mois après la fin d'interdiction d'ouverture définie par arrêté ministériel, soit 11 juillet pour les étalages et 2 août pour les terrasses.
Concernant les droits appliqués au stationnement des taxis permanents, des artistes peintres en forfait annuel, des occupations de la voie publique ou du domaine public pour travaux, la date de fin de confinement considérée est le 11/05/2020.
Cette mesure s'applique à tous les professionnels, y compris à ceux n'ayant pas interrompu leurs activités pendant le confinement.

Par ailleurs, conformément à l'article 16 de l'ordonnance du 23/04/2020, un abattement exceptionnel de **33%** sur le montant de la taxe locale sur la publicité extérieure sera appliqué à tous les redevables, au titre de l'année 2020 et mis en œuvre au 01/09/2020, date de recouvrement de cette taxe.

- **Pour les hôtels spécifiquement** : différé du reversement de la taxe de séjour jusqu'en décembre 2020.
- **Pour les concessions marchandes** :
 - Pour celles devant s'acquitter d'un pourcentage annuel du chiffre d'affaires assorti d'une redevance minimum garantie, suppression de cette dernière et maintien seulement de la part dépendant de l'activité.
 - Pour les écoles de surf, la part fixe sera réduite de moitié, la redevance minimum garantie supprimée, seule subsistera la part variable dépendante du chiffre d'affaires réalisé.
 - Pour les concessions devant s'acquitter d'un montant forfaitaire : diminution de ce montant proportionnel à la diminution du CA annuel 2020, comparativement au CA annuel de 2019.

Pour tous, les délais de versement seront ajournés, avec un premier versement décalé à octobre.

- **Concernant les commerçants des Halles** :
 - Pour les commerçants du marché intérieur et entre les 2 halles, diminution des loyers en proportion de la diminution du CA de 2020 comparativement à celui de 2019 (réalisé par les exploitants actuels ou leurs prédécesseurs en cas de reprise d'activité)
 - Pour les autres marchés extérieurs, paiement des loyers selon leur présence par mois, et annulation des loyers de mars à juin 2020.

A signaler également que les bailleurs des locaux commerciaux ont été incités à proposer à leur locataire des propositions d'étalement, de suspension voire d'annulation des loyers commerciaux, pendant la période de confinement et au moment de la reprise d'activité.

- des mesures de soutien à l'activité commerciale :

Outre le soutien de la Ville via l'Office de Commerce et de l'Artisanat, et l'accompagnement personnalisé de la Ville pour les commerces et artisans en grande difficulté, il est proposé les mesures suivantes :

- **Stationnement** : Durant toute la durée du confinement, soit à compter du 17 mars 2020, et jusqu'au lundi 1^{er} juin 2020, le stationnement de surface sur le secteur

habituellement payant a été entièrement gratuit.

Il a repris le 02 juin 2020 selon les modalités de paiement précédentes, à l'exception de la période de gratuité qu'il est proposé d'étendre d'une demi-heure à une heure. Cette heure gratuite ne s'appliquera qu'une fois par jour / par véhicule.

Il a été demandé de bien vouloir adapter ces mesures relatives au stationnement destinées à redynamiser le centre-ville et les commerces biarrots.

- **Les extensions d'occupation du Domaine Public** (terrasses, étalages) pourront être accordées selon les possibilités offertes, au plus tard jusqu'au 30 septembre 2020, gratuitement.

- **Emplacements pour Drive** : Les bars, cafés et restaurants qui n'auraient pas d'autorisation d'exploiter une terrasse ou n'auraient pas obtenu d'autorisation d'extension, et qui organisent un service de Drive, pourront bénéficier de la gratuité du droit de stationnement pour les emplacements demandés et réservés à cet effet, pour la durée de mise en œuvre des mesures sanitaires pour l'accueil du public.

Les associations utilisatrices de locaux communaux en raison de conventions bénéficieront d'une exonération des loyers de mars à juin 2020.

Il a été demandé au Conseil Municipal d'adopter :

- l'ensemble de ces mesures, destinées à compenser la perte prévisible d'activité commerciale suite à la crise sanitaire du COVID 19 :
- d'autoriser M. le Maire à signer les avenants correspondant aux conventions passées avec les occupants du domaine public,
- de fixer à 33 % le taux d'abattement à la TLPE applicable à tous les redevables en 2020.

ADOPTÉ

19) Attribution des secours d'urgence : Augmentation du plafond individuel et des crédits affectés

Sur le rapport de Madame Ghis HAYE : Par délibération en date du 27/03/1997, le conseil municipal de Biarritz avait décidé la création d'un dispositif spécifique pour le versement d'aides financières aux personnes en difficultés de Biarritz après décision d'une commission technique composée de deux administrateurs élus du CCAS de Biarritz et un représentant de la direction du CCAS.

Depuis la mise en œuvre de ce dispositif, le montant des aides financières limité à 457 € par personne n'a pas été revalorisé.

Or dans le contexte actuel, les situations d'urgence prises en charge par les services sociaux se sont multipliées, entraînant des difficultés accrues pour les personnes

concernées ou un renforcement des problèmes socio-économiques rencontrés par les familles.

Dans ces conditions, il a été demandé au Conseil Municipal d'augmenter la limite maximale des secours d'urgence attribués à une personne à la somme de **762 €** et de porter à **50 000 €** l'enveloppe compensatoire affectée au CCAS prévue au budget primitif 2020.

ADOpte

20) Application des articles L 2122-22 et L 2122-23 du CGCT

Sur le rapport de Madame Jeanine BLANCO : Il a été rendu compte au Conseil Municipal de :

➤ Signature de marchés publics :

- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les travaux de modification du système d'accroche scénique de l'ATABAL, avec la Société GEROARI, pour un montant de 36 000,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant l'entretien des installations de détection d'intrusion et de télésurveillance de bâtiments de la Ville, avec la Société DELTA SECURITY SOLUTIONS, pour un montant annuel de 9 126,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant le remplacement de la chaudière à vapeur basse pression à la Villa Natacha, avec la Société BOBION ET JOANIN, pour un montant de 106 717,20 € T.T.C.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant la fourniture ou la mise à jour des Dossiers Techniques Amiante (DTA), Diagnostic Avant Travaux (DAT) et prélèvements chaussées (amiante et HAP), avec le Cabinet BARRERE, pour un montant minimum annuel de 2 000,00 € T.T.C. et un montant maximum de 20 000,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant une Mission de Responsable Unique de Sécurité, avec :
 - Lot n° 1 (ERP de 1^{ère} catégorie) : Société J2P, pour un montant de 55 944,00 € T.T.C. (pour 3 ans).
 - Lot n° 2 (ERP non de 1^{ère} catégorie) : Société J2P, pour un montant de 65 016,00 € T.T.C. (pour 3 ans).

- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les travaux de régalage des plages et de mise en place des dispositifs de protection des vagues submersion, avec la Société ECRD, pour un montant minimum annuel de 50 000,00 € T.T.C. et un montant maximum de 150 000,00 € T.T.C.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant l'entretien des espaces verts du Boulevard du BAB et du parking de la Halle d'Iraty, avec la Société Pascal POULOU, pour un montant minimum annuel de 15 000,00 € T.T.C. et un montant maximum de 70 000,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant l'acquisition de véhicules utilitaires d'occasion (camions plateau), avec :
 - Lot n° 1 (camion plateau utilitaire PTC 3,5 T d'occasion avec hayon élévateur hydraulique arrière) : Société DARRIGRAND, pour un montant de 32 532,00 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (camion plateau utilitaire PTC 3,5 T d'occasion) : Société DARRIGRAND, pour un montant de 27 048,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les travaux de mise en accessibilité de la Piscine et du Casino Municipal, avec :
 - Lot n° 1 (Démolition - Gros œuvre - Plâtrerie - Carrelage) : Société GTM BATIMENT AQUITAINE, pour un montant de 113 940,00 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Menuiseries extérieures aluminium) : Société CANCE, pour un montant de 11 884,80 € T.T.C.
 - Lot n° 4 (Serrurerie) : Société FORMADOUR, pour un montant de 100 026,00 € T.T.C.
 - Lot n° 5 (Peinture) : Société LORENZI, pour un montant de 4 636,80 € T.T.C.
 - Lot n° 6 (Electricité) : Société SMJ ELEC, pour un montant de 9 711,41 € T.T.C.
 - Lot n° 7 (Plomberie) : Société HERVE THERMIQUE, pour un montant de 6 873,60 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant le remplacement du tableau divisionnaire électricité du prisme et la modification de l'alimentation secourue au Casino Municipal, avec la Société INEO AQUITAINE, pour un montant de 34 172,00 € T.T.C.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant l'acquisition de documents sonores et audiovisuels pour la Médiathèque, avec :

- Lot n° 1 (CD tous domaines) : Sté CVS, pour un montant minimum annuel T.T.C. de 7 000,00 € et un montant maximum annuel T.T.C. de 15 000,00 €.
- Lot n° 2 (VD - Vidéos) : Sté CVS, pour un montant minimum annuel de 10 000,00 € et un montant maximum T.T.C. annuel de 20 000,00 € T.T.C.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant l'acquisition de documents imprimés pour la Médiathèque, avec :
 - Lot n° 1 (Livres Edition générale - fonds rétrospectif) : Librairie DARRIGADE, pour un montant minimum annuel de 4 000,00 € T.T.C. et un maximum annuel de 15 000,00 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Livres Edition générale - fonds nouveautés) : Librairie DARRIGADE, pour un montant minimum annuel de 10 000,00 € T.T.C. et un maximum annuel de 28 000,00 € T.T.C.
 - Lot n° 3 (Livres Edition jeunesse - fonds rétrospectif et nouveautés) : Librairie BOOKSTORE, pour un montant minimum annuel de 5 000,00 € T.T.C. et un maximum annuel de 12 000,00 € T.T.C.
 - Lot n° 4 (Documents en langue Basque et culture Basque) : Librairie ELKAR, pour un montant minimum annuel de 3 000,00 € T.T.C. et un maximum annuel de 8 000,00 € T.T.C.
 - Lot n° 5 (Bandes dessinées) : Librairie LE BANC DESSINE, pour un montant minimum annuel de 3 000,00 € T.T.C. et un maximum annuel de 8 000,00 € T.T.C.
 - Lot n° 6 (Fonds documentaire America) : Librairie ELKAR, pour un montant minimum annuel de 1 000,00 € T.T.C. et un montant maximum annuel de 5 000,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les travaux de remplacement des menuiseries extérieures à la Maison de retraite Notre Maison, avec :
 - Lot n° 1 (Menuiseries bois) : Société EYHERART, pour un montant de 283 514,40 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Peinture) : Société LES PEINTURES D'AQUITAINE, pour un montant de 76 327,51 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2113-1, R.2124-1, R. 2161-2, R. 2161-4 et R.2161-5 du Code de la Commande Publique, concernant les travaux de confortement des falaises de la Côte des Basques - Phase n° 1, avec la Société MTPS, pour un montant de 3 805 320,00 € T.T.C.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande (Ville de Biarritz / S.I.A.Z.I.M.) passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les travaux de signalisation routière horizontale, avec la Société AXIMUM, pour un montant

annuel maximum pour la Ville de Biarritz de 200 000,00 € T.T.C. et un montant annuel maximum pour le S.I.A.Z.I.M. de 20 000,00 € T.T.C.

- Signature d'un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable en application de l'article R.2122-3 du Code de la Commande Publique, concernant des prestations de service de publicité, promotion et communication, avec la S.A.S.P. BIARRITZ OLYMPIQUE PAYS BASQUE, pour un montant de 502 909,20 € T.T.C.
- Signature d'un accord cadre à marchés subséquents passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant des services de prestations juridiques, avec :
 - Lot n° 1 (Urbanisme - Droit de la construction). Prestataires sélectionnés : Cabinet CAMBOT, CGCB Associés, ADAMAS Affaires Publiques, SCP COURRECH et Associés, GOUTAL - ALIBERT et Associés. Montant maximum annuel : 25 000,00 € H.T.
 - Lot n° 2 (Droit public général). Prestataires sélectionnés : Cabinet CAMBOT, SCP LONQUEUE - SAGALOVITSCH - EGLIE RICHTERS et Associés, Pierre PINTAT, SEBAN et Associés, GOUTAL - ALIBERT et Associés. Montant maximum annuel : 25 000,00 € H.T.
 - Lot n° 3 (Droit privé général). Prestataires sélectionnés : SCP LONQUEUE - SAGALOVITSCH - EGLIE RICHTERS et Associés, EXEME ACTION, SEBAN et Associés. Montant maximum annuel : 10 000,00 € H.T.
 - Lot n° 4 (Droit pénal). Prestataires sélectionnés : EXEME ACTION, SEBAN et Associés, Anthony DEDIEU. Montant maximum annuel : 10 000,00 € H.T.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant la mise en place d'un système de veille de la presse pour la Ville de Biarritz, avec :
 - Lot n° 1 (Presse écrite, radios et télévisions françaises) : Société KANTAR, pour un montant annuel de 20 983,20 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Sites internet, blogs et réseaux sociaux) : Société KANTAR, pour un montant annuel de 8 880,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant une mission de maîtrise d'œuvre pour la renaturalisation des falaises de la Côte des Basques, avec le Groupement PLEIN AIR PAYSAGE (mandataire) / GEOCIAM / E.M. PERSPECTIVE, pour un montant de 61 020,00 € T.T.C.
- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant la réfection de la couverture de l'école élémentaire des Pyrénées, avec :
 - Lot n° 1 (Couverture - Charpente - Zinguerie) : Société IRIART Jean Pierre, pour un montant de 51 498,00 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Peinture) : Société LORENZI PAU, pour un montant de 35 700,00 € T.T.C.

- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les travaux de sécurisation des écoles maternelles, avec :
 - Lot n° 1 (Métallerie - Serrurerie) : Société ARMAR, pour un montant de 15 968,40 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Electricité - Courant faible) : Société ELECTRONIC SERVICE, pour un montant de 12 985,20 € T.T.C.

➤ **Signature d'avenants aux marchés publics :**

- Signature d'un avenant n° 2 au marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et la construction d'un groupe scolaire à l'Ecole des Thermes Salins, avec le Groupement LEIBAR ET SEIGNEURIN / COBET / GRUET / NOBATEK / INGECOBAT / BIBES, pour un montant de 10 440,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 13: Mobilier), avec la Sté TB AMENAGEMENT, pour un montant de 624,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 8 : Electricité), avec la Sté SUDELEC COTE BASQUE, pour un montant de 872,59 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 7 : Plomberie - Sanitaire - CVC), avec la Sté BOBION ET JOANIN, pour un montant de 8 666,96 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 4 : Menuiserie aluminium - Métallerie), avec la Sté MAITRICUBE, pour un montant de 1 836,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 5 : Plâtrerie), avec la Sté CANGRAND, pour un montant de 7 300,92 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 15 : Equipement de cuisine), avec la Sté LABRUQUERE, pour un montant en moins-value de - 1 685,40 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 13: Mobilier), avec la Sté TB AMENAGEMENT, pour un montant de 624,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 1 : Préparation de chantier - Démolitions - Terrassement - VRD - Maçonnerie - Gros œuvre), avec la Sté OYHAMBURU BATIMENT, pour un montant de 5 868,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 2 : Charpente - Couverture - Zinguerie), avec la Sté ITOIZ, pour un montant de 1 278,00 € T.T.C.

- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 6 : Menuiserie bois), avec la Sté GARAT, pour un montant de 3 438,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 1 : Préparation de chantier - Démolitions - Terrassement - VRD - Maçonnerie - Gros œuvre), avec la Sté OYHAMBURU BATIMENT, pour un montant de 21 799,20 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 1 : Préparation de chantier - Démolitions - Terrassement - VRD - Maçonnerie - Gros œuvre), avec la Sté OYHAMBURU BATIMENT, pour un montant de 2 544,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 8 au marché d'exploitation des installations techniques de production de chaleur, eau chaude sanitaire, climatisation et ventilation des bâtiments communaux, avec la Sté DALKIA, pour un montant de 8 509,10 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 4 au marché d'exploitation des installations multi-techniques de 3 bâtiments communaux de la Ville de Biarritz (Casino Municipal - Médiathèque - Atabal), avec la Sté DALKIA, pour un montant en moins-value de - 8 323,03 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de confortement des falaises de la Côte des Basques - Secteur Marbella, avec le Groupement SOBAMAT / GUINTOLI / GTS, ayant pour objet le rappel des sujétions techniques imprévues et la prolongation des délais d'exécution des travaux, suite aux mesures conservatoires devenues urgentes au droit de la Résidence Eugénie, fixant la date d'achèvement des travaux et mettant un terme au marché de travaux. Le montant du marché n'est pas modifié et la nature des travaux reste inchangée.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de réfection de la couverture en ardoises et des ouvrages de zinguerie de l'Eglise Sainte Eugénie, avec la Sté GARAT, ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 1 à l'accord-cadre à bons de commande pour les travaux en falaises et sites d'accès difficile, concernant les travaux de confortement du fronton Nord au Rocher de la Vierge, avec le Groupement SOGEA SUD-OUEST HYDRAULIQUE / GAUTHIER / ECRD / DUHALDE, ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II du Musée de la Mer, avec la Sté LABRUQUERE (Lot n° 15 : Equipement de cuisine), ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II du Musée de la Mer, avec la Sté CANGRAND (Lot n° 5 : Plâtrerie), ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II du Musée de la Mer, avec la Sté BOBION ET JOANIN (Lot n° 7 :

Plomberie - Sanitaire - CVC), ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.

- Signature d'un avenant n° 1 au bon de commande concernant les travaux de génie civil de l'éclairage public de la Rue Peyroloubilh, avec la Sté BAB TP, ayant pour objet la reprise du chantier, suite au report du chantier du 26 février 2020 pour contraintes de circulation jusqu'au 23 mars, puis à l'interruption des travaux en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de remplacement de la chaudière basse pression à la Villa Natacha, avec la Sté BOBION ET JOANIN, ayant pour objet la reprise du chantier, suite à l'interruption des travaux le 17 mars 2020 en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 1 à l'accord-cadre à bons de commande de travaux de réfection de tapis d'enrobés (Enrobés Rue Francis Jammes), avec la Sté DUBOS T.P., ayant pour objet la reprise du chantier, suite au report du chantier du 26 février 2020 pour contraintes de circulation jusqu'au 23 mars, puis à l'interruption des travaux en raison de l'épidémie de Covid-19.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché d'entretien et maintenance des ascenseurs dans les bâtiments communaux (lot n° 1 : Ville de Biarritz), avec la Sté KONE, pour un montant en moins-value de - 2 524,80 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché d'entretien et maintenance des ascenseurs dans les bâtiments communaux (lot n° 3 : CCAS de Biarritz), avec la Sté KONE, pour un montant de 1 908,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la Place Saint Charles, avec la Sté IMS, pour un montant de 9 100,54 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de requalification du Boulevard de Cascais (Lot n° 2 : Escalier métallique), avec la Sté LANDAN, pour un montant de 19 752,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux d'aménagement de la Place Saint Charles (Lot n° 2 : Réseaux secs - Eclairage), avec la Sté ETPM, pour un montant de 24 182,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché d'aménagement des espaces publics de la Z.A.C. Kléber (Lot n° 2 : Aménagements paysagers), avec la Sté GUICHARD, pour un montant de 110 756,53 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de prestations de service concernant la Direction Artistique du Festival LES BEAUX JOURS, avec M. Thomas VALVERDE, ayant pour objet la modification de sa rémunération suite à l'annulation du festival 2020 en raison de la propagation de l'épidémie de COVID-19, soit une rémunération ramenée à 12 600 € T.T.C. pour 2020.
- Signature d'un avenant de prolongation au marché de mise en place d'un système de veille de la presse pour la Ville de Biarritz (Lot n° 1 : Presse écrite, radios et télévisions françaises), avec la Sté EDD, jusqu'au 31 mars 2020.

- Signature d'un avenant de prolongation au marché de mise en place d'un système de veille de la presse pour la Ville de Biarritz (Lot n° 2 : Sites Internet et blogs), avec la Sté EDD, jusqu'au 31 mars 2020.
- Signature d'un avenant de prolongation au marché de mise en place d'un système de veille de la presse pour la Ville de Biarritz (Lot n° 1 : Presse écrite, radios et télévisions françaises), avec la Sté EDD, jusqu'au 30 avril 2020.
- Signature d'un avenant de prolongation au marché de mise en place d'un système de veille de la presse pour la Ville de Biarritz (Lot n° 2 : Sites Internet et blogs), avec la Sté EDD, jusqu'au 30 avril 2020.
- Signature d'un avenant de transfert aux marchés de mise en place d'un système de veille de la presse pour la Ville de Biarritz initialement signés avec la Sté EDD (Lot n° 1 : Presse écrite, radios et télévisions françaises et lot n° 2 : Sites Internet et blogs), avec la Sté ADAY, concernant son changement de dénomination sociale.
- Signature d'un avenant de prolongation au marché de mise en place d'un système de veille de la presse pour la Ville de Biarritz (Lot n° 1 : Presse écrite, radios et télévisions françaises), avec la Sté ADAY, jusqu'au 17 mai 2020.
- Signature d'un avenant de prolongation au marché de mise en place d'un système de veille de la presse pour la Ville de Biarritz (Lot n° 2 : Sites Internet et blogs), avec la Sté ADAY, jusqu'au 17 mai 2020.
- Signature d'un avenant de prolongation au marché mission de Responsable Unique de Sécurité pour les ERP de 1^{ère} catégorie (Euskal Jai - Casino Municipal - Gare du Midi), avec la Sté J2P, jusqu'au 15 février 2020.
- Signature d'un avenant de prolongation au marché mission de Responsable Unique de Sécurité pour les ERP de 2^{ème} et 4^{ème} catégorie, avec la Sté J2P, jusqu'au 15 février 2020.
- Signature d'un avenant de prolongation à l'accord-cadre à bons de commande pour les études réglementaires et AMO en études environnementales (Lot n° 1 : études réglementaires au titre du Code de l'Environnement), avec la Sté GEOCIAM, jusqu'au 30 septembre 2020.
- Signature d'un avenant de prolongation à l'accord-cadre à bons de commande pour les études réglementaires et AMO en études environnementales (Lot n° 2 : études réglementaires au titre du Code de l'Urbanisme), avec la Sté IMS, jusqu'au 30 septembre 2020.
- Signature d'un avenant de prolongation à l'accord-cadre à bons de commande pour les études réglementaires et AMO en études environnementales (Lot n° 3 : assistance à maîtrise d'ouvrage pour les études environnementales), avec la Sté GEOCIAM, jusqu'au 30 septembre 2020.
- Signature d'une décision d'arrêt des prestations au stade Diagnostic du marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation partielle du Cinéma « Le Royal », avec le Groupement Isabelle JOLY / LM INGENIERIE / INGETUDES / META.

➤ **Signature de contrats de cession des droits d'exploitation d'un spectacle dans le cadre du Festival « Les Beaux jours » :**

- Avec VERSION ORIGINALE MUSIC : spectacle de Kyle EASTWOOD, pour un montant de 11 605,00 € T.T.C.
- Avec l'Ensemble JUPITER : spectacle « Vivaldi - Ensemble JUPITER », pour un montant de 10 522,50 € T.T.C.
- Avec LA FABRIQUE DES ONDES : spectacle « Don't Fear the Light », pour un montant de 26 375,00 € T.T.C.

➤ **Signature de conventions :**

- Signature d'une convention d'utilisation de locaux communaux à la Crypte Sainte Eugénie, mis à la disposition de Mme Laurence ALAUX, pour l'organisation de son exposition « Laurence Alaux, Alternances » qui s'est déroulée du 14 mars au 3 mai 2020.
- Signature d'une convention de mise à disposition temporaire d'une partie du parking public de l'Hippodrome des Fleurs, dans le cadre des travaux de construction du projet « Le Connecteur » Avenue Kennedy et Avenue du Lac Marion, au profit de la SAS KENNEDY LE VILLAGE.
- Signature d'un contrat de mise à disposition d'un espace au Centre Horticole Municipal avec l'Association BIO DIVERS CITE, afin qu'elle y réalise des travaux de semis et repiquage, de manière temporaire, pour le printemps 2020.
- Signature d'une convention de mise à disposition d'un terrain sis face au n° 88 de la Rue Pierre de Chevigné, avec l'Association LES JARDINS PEDAGOGIQUES, afin d'y créer un éco-lieu pédagogique et productif biarrot à travers la mise en place d'un potager et d'un verger biologique, dans le cadre du projet « Baratzeko » sorti lauréat du dispositif de Participation Citoyenne « Budget participati#1 » lancé par la Ville de Biarritz.

➤ **Signature de conventions d'occupation de locaux communaux :**

- Signature d'une convention d'utilisation de locaux communaux (garage sis en annexe de la Villa Estella), avec l'Association MARITZULI KONPAINIA, afin qu'elle y entrepose du matériel destiné à l'organisation d'animations, festivals et défilés divers.
- Signature d'une convention d'utilisation de locaux communaux situés en sous-sol de la Villa Estella, avec l'Association MARITZULI KONPAINIA, afin qu'elle y entrepose des costumes et accessoires de danse basque.
- Signature d'une convention d'utilisation de locaux communaux situés Villa Maria Pia, avec l'Association ATHERBEA, afin d'y accueillir et de permettre l'exercice des activités consacrées à l'accueil de toutes personnes en situation de précarité.
- Signature d'une convention d'utilisation de locaux communaux situés Villa Mazon, avec l'Association MAISON DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN PAYS BASQUE, afin d'y exercer et développer ses activités.

- Signature d'une convention d'occupation précaire avec Mme Brigitte PRADIER, concernant d'autorisation d'occupation du garage du logement de fonction situé à l'école Paul Bert.

➤ **Signature d'avenants aux conventions d'occupation de locaux communaux et de mise à disposition de terrain :**

- Signature d'un avenant de prolongation à la convention de mise à disposition de locaux communaux situés Impasse Labordotte, avec l'Association OHAKOA, ayant pour objet de prolonger la convention initiale pour une durée de 3 mois, du 1^{er} avril au 30 juin 2020.
- Signature d'un avenant n° 4 à la convention d'utilisation de locaux communaux situés dans l'école maternelle du Braou, avec le THEATRE DES CHIMERES, ayant pour objet de fixer le nouveau calendrier d'occupation des locaux les mercredis à compter de la rentrée académique 2019.
- Signature d'un avenant n° 3 à la convention de mise à disposition d'un terrain sis Avenue de Madrid / Avenue de la Milady pour la réalisation d'un parking, avec la CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE AQUITAINE POITOU-CHARENTES, ayant pour objet la prolongation de la convention initiale pour trois ans supplémentaires, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022.
- Signature d'un avenant n° 6 au contrat d'affermage de la Maison de Retraite « NOTRE MAISON » avec le CCAS de Biarritz, ayant pour objet de prolonger la durée du contrat du 1^{er} mai 2020 au 30 juin 2020, ou jusqu'à la signature de la nouvelle convention si celle-ci intervient au cours de ces deux mois.

➤ **Défense des intérêts de la Ville de Biarritz dans l'action en justice intentée par :**

- Monsieur C.G. Madame J.L., Madame G.M., devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté en date du 6 novembre 2019, délivrant le permis de construire n° 06412219B0089, au profit de la Société le S. La SCI C. B., devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de la délibération du conseil municipal de la commune de Biarritz en date du 19 décembre 2019, par laquelle le conseil municipal a décidé de céder la villa Sion et son terrain d'assiette situés à Biarritz 79 bis rue d'Espagne à Monsieur J.M.P et la SARL A.
- Madame et Monsieur P. et S. B, Madame et Monsieur T. et S. M., devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté en date du 28 août 2019, délivrant le permis de construire n° 06412219B0035 au profit de la SARL P.
- La SCI B. devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté en date du 28 août 2019, délivrant le permis de construire n° 06412219B0035 au profit de la SARL P.
- Monsieur G.H., devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant la délivrance de documents conclus par la SEM BIARRITZ OCEAN.
- La ville de Biarritz contre l'Etat, en vue de l'annulation de l'arrêté en date du 28 février 2020, par lequel le Préfet des Pyrénées Atlantiques a fixé à 118 618,37 €

le montant de la majoration résultant de l'application de l'arrêté de carence en date du 29 décembre 2017.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

La séance est levée à 21h15